

## **Construire la nation avec les sciences sociales : le « projet russe » et ses protagonistes**

Jules Sergei Fediunin

Chercheur post-doctorant (Marie Skłodowska Curie Postdoctoral Fellow)  
à l'université d'Oslo, docteur en science politique  
et chercheur associé au CREE de l'Inalco.

*Je tiens à remercier Laurent Coumel, Jean Radvanyi et les évaluateurs anonymes dont les remarques pertinentes ont permis d'améliorer cet article. Je remercie également Axel Vinot Préfontaine, Mélanie Sadozai et l'équipe éditoriale des Presses de l'Inalco pour leur relecture attentive.*

*Note sur la translittération : les titres et les termes russes mis entre parenthèses, ainsi que les références bibliographiques, suivent la translittération normalisée internationale ISO 9. Dans les références bibliographiques en français et en anglais, l'orthographe des noms et des prénoms figurant dans la référence d'origine a été gardée. Les mêmes noms de personnes peuvent ainsi figurer dans le texte sous trois formes différentes : l'orthographe usuelle française dans le corps du texte (par exemple, Valery Tichkov), la translittération du russe (Valerij Tiškov) et, enfin, l'orthographe anglaise (Valery Tishkov) pour les références des travaux publiés en anglais.*

« Consolider la conscience civique et l'unité spirituelle du peuple multinational de la Fédération de Russie (nation russe) » est l'un des objectifs de la Stratégie de la politique des nationalités, document programmatique signé en décembre 2012 par Vladimir Poutine visant à donner un cadre à la politique russe en matière de diversité ethnoculturelle à l'horizon 2025. Pour la première fois dans l'histoire de

la Russie postsoviétique, l'existence d'une nation comprise comme communauté de citoyens, plutôt qu'appartenance à un groupe ethnique, a été explicitement reconnue dans un texte officiel<sup>1</sup>. La prudence est toutefois de mise, car la notion de nation russe (*rossijskaâ naciâ*, et non russe, *russkaâ*)<sup>2</sup>, censée invoquer le lien civique ou politique des Russes<sup>3</sup>, ne fait qu'accompagner le terme de *mnogonacional'nyj narod* (« peuple multinational » ou « multiethnique »). Si cette dernière notion, héritée de la tradition discursive soviétique et inscrite dans le préambule de la Constitution de 1993, insiste sur la pluralité des collectivités historiques au sein de la population russe dans une optique multiculturaliste<sup>4</sup>, le concept de nation russe met quant à lui l'accent sur l'unité nationale qui tend à transcender les appartenances ethniques particulières.

Cette évolution conceptuelle marque ainsi l'officialisation d'un projet de construction nationale qui restait jusqu'alors tacite. Si Boris Eltsine, président de la Russie de 1991 à 1999, avait entrepris des efforts visant à définir la communauté des citoyens de Russie, son administration ne leur a pas donné de statut juridique<sup>5</sup>. Cet état de fait s'explique essentiellement par l'opposition des élites représentant les minorités nationales les plus nombreuses et, à ce titre, possédant des autonomies territoriales appelées « républiques » (*respubliki*) dans le cadre d'un système fédéral « asymétrique<sup>6</sup> ». Viatcheslav Mikhaïlov, ministre aux Nationalités de 1995 à 1998 puis de 1999 à 2000, explique que le terme de nation russe aurait dû figurer dans le Concept de politique des nationalités de 1996, texte prédécesseur de ladite stratégie<sup>7</sup>. Selon ses mots, le terme fut alors écarté en raison de l'opposition « de nombreuses entités fédérées [qui] ont refusé

---

1. KREMLIN, 2018.

2. Deux mots différents, mais étymologiquement proches, sont utilisés dans le russe contemporain pour désigner la communauté nationale : tandis que les mots *rossijskij* (adjectif) et *rossiânin* (substantif) sont relatifs à l'État, à son histoire et à son territoire, le mot *russkij* (adjectif et substantif) renvoie plus généralement à l'ethnicité, à la langue et à la culture russes. Le terme *rossijskij* pouvant être traduit comme « de Russie » et comme « russe », j'utiliserai la seconde variante car elle permet de rendre compte de la spécificité de la terminologie russe (САКННО, 2006).

3. Les termes de nation civique (*graždanskaâ naciâ*) et de nation politique (*političeskaâ naciâ*) étant généralement considérés comme des synonymes, la première notion est nettement plus utilisée que la seconde dans les débats russes.

4. CHEBANKOVA, 2012.

5. BRESLAUER & DALE, 1997.

6. RADVANYI, 2013.

7. KREMLIN, 1996.

d'approuver » la version du document le contenant<sup>8</sup>. Un autre facteur ayant fait obstacle à la formulation d'un projet de construction d'une nation politique dès les années 1990 tient à l'instabilité institutionnelle dans les structures ministérielles chargées de sa promotion<sup>9</sup>.

L'officialisation du « projet russe » au début des années 2010 peut être lue comme une conséquence directe de la « stabilisation poutinienne », marquée par une certaine continuité avec le régime d'Eltsine et couplée à un tournant autoritaire<sup>10</sup>. Or, la stratégie de 2012, suivie par d'autres documents officiels, n'aurait pas vu le jour si le projet n'avait pas été préparé depuis des années par un groupe d'acteurs, composé d'universitaires, d'experts et de hauts fonctionnaires, œuvrant pour la diffusion du concept de nation russe dans le discours public.

Cet article propose d'analyser les ressorts intellectuels du « projet russe », pensé à la fois comme un outil incontournable pour réduire les tensions interethniques et comme un moyen de légitimation de l'État russe postsoviétique. L'article comprend quatre parties. La première identifie les principaux acteurs qui portent ce projet de construction nationale et analyse leurs carrières croisées. Ils ont en effet oscillé entre la recherche en sciences sociales (Académie des sciences de Russie, universités publiques) et le travail dans les instances gouvernementales (notamment l'ancien ministère aux Nationalités). Dans la deuxième partie seront analysées les façons dont l'expertise en sciences sociales a été délibérément mise au service d'une cause politique : la construction nationale. Pour ce faire, l'article s'appuiera sur l'étude des écrits publiés entre les années 1990 et le début des années 2020 par les protagonistes du concept de nation russe, qui se prévalaient d'une autorité académique. Une attention particulière sera accordée aux publications de Valery Tichkov, communément considéré comme le penseur le plus éminent du « projet russe ». La troisième partie s'intéressera aux alignements de ces acteurs sur la politique du régime de Vladimir Poutine, notamment pour ce qui est du rejet des mouvements ethnonationalistes et du bellicisme à l'égard de l'Ukraine. Seront enfin interrogées, dans une ultime partie, les perspectives du « projet russe » à

---

8. МИХАЙЛОВ, 2016.

9. Si le comité, puis le ministère aux Nationalités, exista tout au long des années 1990, il n'était doté ni de larges pouvoirs ni de financements conséquents. Entre 1992 et 2004, cette structure a été réformée dix fois et huit personnes différentes se sont succédé à sa direction. Après avoir été supprimée en 2004, elle est finalement recréée, onze ans plus tard, sous le nom d'Agence fédérale aux nationalités (FADN), dont le statut est assimilé à celui d'un ministère. Voir RUTLAND, 2010 ; GOODE, 2019.

10. GEL'MAN, 2015.

partir des débats récents qui révèlent l'absence de consensus sur la nation russe et l'hésitation du Kremlin de l'imposer coûte que coûte.

## **Théoriser et défendre le concept de nation russe : les acteurs aux carrières croisées**

Le concept de nation se présente comme un symbole moderne particulièrement puissant. Pour l'anthropologue Katherine Verdery<sup>11</sup>, le terme de nationalisme désigne ainsi « l'usage politique du symbole nation à travers le discours ou l'action politique, ainsi que le sentiment incitant les gens à réagir à [d'autres] usages de ce symbole ». À l'instar de tout autre symbole, celui de nation est polysémique et donc ouvert à de multiples interprétations, qui peuvent s'exclure mutuellement. Qui dit interprétations multiples, dit usages (et mésusages) variés. De nombreux acteurs, élitaires ou non, font de la « nation » un objet de théorisation ou d'instrumentalisation privilégié, au vu des enjeux politiques, idéologiques ou économiques liés à son usage dans le discours public et dans la pratique sociale. Ces acteurs sociaux, agissant dans un contexte spatio-temporel particulier, tentent de mettre à leur service le capital symbolique de ce concept clef de la perception et de la construction d'une réalité sociale : « Nous, les modernes, participons tous au discours de la nation, qu'on le veuille ou non<sup>12</sup>. »

Le rôle des intellectuels s'avère particulièrement important dans ces processus, comprenant « la formation de la conscience nationale, la diffusion des valeurs de la nation, la disciplinarisation du peuple à l'intérieur [d'un pays] et la mise en application des règles et des frontières<sup>13</sup> » ; l'ensemble de ces processus faisant d'une population, ou de populations différentes, une nation. On peut soutenir que les intellectuels sont les créateurs d'un « discours universel de la nation » et d'un « système de représentation » rendant possible l'existence même du fait national<sup>14</sup>. Cette perspective théorique permet de relier la production de discours savants sur la société, rebaptisée « nation », à l'exercice du pouvoir politique institué<sup>15</sup>. Ce sont en effet les instances de l'État qui permettent la mise en œuvre effective d'un projet national moyennant des politiques centralisatrices visant à former et à entretenir une identité nationale

---

11. VERDERY, 1993, p. 38.

12. CALHOUN, 1993, p. 214.

13. KENNEDY & SUNY, 1999, p. 2.

14. *Ibid.*, p. 3.

15. BREUILLY, 1993 [1982].

commune parmi des populations culturellement distinctes. De tels projets supposent une certaine « nationalisation des esprits » et l'uniformisation des valeurs et des croyances des citoyens, grâce à des moyens variés comme l'instruction publique, l'armée ou les politiques linguistiques. En fin de compte, tout projet de construction nationale est étroitement lié à l'exercice du pouvoir étatique, même si la phase de théorisation d'un tel projet demeure indispensable.

La situation russe contemporaine ne fait pas exception à cette règle. Les efforts d'un cercle d'acteurs cherchant à théoriser et à diffuser le concept de nation russe, au cœur des structures de l'État comme dans l'espace public, constituent ici un exemple probant. Ces acteurs se regroupent notamment autour du *Bulletin de la nation russe* (*Vestnik rossijskoj nacii*) qui leur sert de centre de gravité. Cette revue, dirigée depuis sa fondation en 2007 par Valery Tichkov et se voulant « une édition scientifique et sociopolitique », est le fruit d'une collaboration des instances politiques et académiques<sup>16</sup>. Tandis que son siège social est situé à l'adresse de l'institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'Académie des sciences (AS) de Russie, à Moscou, elle est éditée par la maison d'édition publique Izvestia, rattachée au département de coordination des activités de la présidence russe<sup>17</sup>. Patronnée par de hauts fonctionnaires comme Mourat Ziazikov, président de la République d'Ingouchie de 2002 à 2008 et actuellement ambassadeur de Russie à Chypre, la revue expose, sur son site web, des citations des dirigeants de la Russie, dont Vladimir Poutine, ainsi que les mots d'accueil des personnalités comme Nikolai Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, ou Sergueï Narychkine, ancien président de la Douma d'État (chambre basse du Parlement) et aujourd'hui chef du service russe des Renseignements extérieurs. Enfin, *Vestnik rossijskoj nacii* bénéficie de financements publics, dont des subventions présidentielles<sup>18</sup>, et ses numéros sont systématiquement envoyés aux dirigeants des administrations fédérales et régionales ainsi qu'aux parlementaires russes<sup>19</sup>.

Outre la retranscription des principales interventions des dirigeants de la Russie, ainsi que les discours de certains dignitaires religieux, dont le patriarche Kirill, à la

---

16. Voir le site officiel de la revue et sa page sur la plateforme *ELibrary*, URL : <http://rosnation.ru/> ; [https://www.elibrary.ru/title\\_about.asp?id=28633](https://www.elibrary.ru/title_about.asp?id=28633).

17. Un organe fédéral qui fournit du soutien matériel et technique aux activités des hauts responsables de l'État russe.

18. La publication de la revue est soutenue par le Conseil présidentiel pour les relations interethniques. Selon les données fournies par la FADN, le montant de la subvention dont bénéficie la revue s'élevait à 1,28 million de roubles en 2020 (voir FADN, 2021).

19. Le tirage de la revue est de mille exemplaires.

tête de l'Église orthodoxe russe, la revue publie des matériaux de qualité variable sur les questions de la politique intérieure comme extérieure de la Russie, bien que le thème central des publications demeure la « politique des nationalités » (*nacional'naâ polika*) : terme officiel de la période soviétique, réinterprété comme désignant la gestion publique de la diversité ethnique et culturelle. « L'harmonisation » des relations interethniques et la formation d'une nation dite civique en Russie en font partie. Au milieu d'analyses scientifiques et de textes soumis par de jeunes chercheurs, on y trouve aussi des billets à charge idéologique signés par des chercheurs en sciences sociales ou des « experts de la revue » qui dénoncent tour à tour les « falsifications » de l'histoire russe, la « russophobie » des Européens ou encore les menaces que représenterait la « civilisation anglo-saxonne » pour la « civilisation russe<sup>20</sup> ». Dans un article paru en 2014, Andreï Manoïlo, professeur de science politique à l'université d'État de Moscou, alors membre du conseil scientifique auprès du Conseil de sécurité de Russie qui a par la suite intégré le comité de rédaction de la revue, décrivait les « révolutions de couleur » dans les espaces de l'ex-URSS, et au-delà, comme « une menace pour la nation russe<sup>21</sup> ».

### Acteurs clés du « projet russe »

Revenons brièvement sur les parcours professionnels des principaux acteurs regroupés autour du *Bulletin*, afin de mieux saisir la genèse du concept de nation russe que qu'ils théorisent et promeuvent.

Valery Tichkov (né en 1941) est incontestablement une figure centrale de ce cercle d'acteurs. On peut même suggérer, à l'instar de Pål Kolstø, que « les fondements théoriques du projet de construction nationale centré sur la Fédération de Russie [sont] en pratique l'entreprise d'une seule personne, Valery Tichkov<sup>22</sup> ». Tout en soulignant l'influence qui demeure la sienne, une telle affirmation semble cependant exagérer le rôle de Tichkov dans le débat russe sur la nation.

Diplômé en histoire moderne de l'université d'État de Moscou, Tichkov intègre, dès les années 1970, l'institut d'histoire universelle de l'Académie des sciences (AS) de l'URSS. Auteur de deux thèses en histoire consacrées au Canada colonial et aux mouvements autochtones dans ce pays, il entre en 1982 à l'institut d'ethnographie

---

20. Voir notamment les matériaux des n° 52 (2016), n° 58 (2017), n° 59 (2018) et n° 85 (2022) du *Bulletin de la nation russe*.

21. MANOÏLO, 2014.

22. KOLSTØ, 2016, p. 32.

de l'AS. C'est en son sein que Tichkov fera sa carrière académique jusqu'à diriger cet établissement rebaptisé, de son initiative, institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'AS de Russie, de 1989 à 2015<sup>23</sup>. Depuis 2015, il occupe le poste de directeur scientifique du même institut.

Témoin des conflits qui éclatèrent durant les dernières années soviétiques, Tichkov est nommé ministre aux Nationalités en février 1992 dans le gouvernement Eltsine, poste qu'il quitte huit mois plus tard<sup>24</sup>. Dans les années 1990 et 2000, Valery Tichkov publie nombre d'ouvrages consacrés à l'étude du phénomène d'ethnicité ainsi qu'à son usage à des fins politiques<sup>25</sup>. En parallèle, celui qui est considéré comme l'un des précurseurs de l'anthropologie sociale et culturelle en Russie se met à la recherche d'une « nouvelle doctrine d'État » qu'il ébauche dès les années 1990. Celle-ci consiste à faire émerger et à maintenir le sentiment d'appartenance supra-ethnique, dite civique ou citoyenne (*graždanskoe samosoznanie*), parmi les populations de la nouvelle Fédération de Russie<sup>26</sup>. Tichkov a même insisté sur la nécessité d'introduire « dans le vocabulaire international deux nouveaux mots, *Rossia* et *Rossians* [en anglais dans le texte original], comme des traductions plus appropriées depuis le russe pour désigner l'État et son peuple<sup>27</sup> ». Depuis, ses textes se sont enrichis de nouvelles argumentations et références, sans jamais remettre en cause l'objectif qu'il juge primordial : la construction d'une nation civique (ou politique) en Russie, pensée comme ouverte et multiculturelle.

Tichkov continue d'exercer une influence importante au sein de la communauté académique russe, d'abord en tant que directeur scientifique de l'institut d'ethnologie

23. N'étant lui-même ni ethnologue ni anthropologue de formation, Tichkov a expliqué cette initiative, validée par la présidence de l'AS de l'URSS en 1990, par sa volonté de « moderniser la discipline » grâce à l'appropriation des conceptions « occidentales » et de « l'intégrer dans le savoir ethnologique et anthropologique mondial, tout en conservant le fondement artisanal de notre science : sa méthode ethnographique ». Si, à l'époque soviétique, l'ethnographie était considérée comme une science essentiellement descriptive et donc auxiliaire de la science historique, l'ethnologie pouvait prétendre au statut de discipline scientifique à part entière. Tichkov a toutefois reconnu une part de « violence » infligée aux ethnographes au travers de ce changement d'identité disciplinaire (TICHKOV, 2001). Pour une discussion de la « crise » disciplinaire dans laquelle se retrouve l'ethnographie/ethnologie/anthropologie russe postsoviétique, voir SOKOLOVSKIJ, 2014.

24. L'une des raisons de la démission de Tichkov de ce poste ministériel, en octobre 1992, était son opposition à l'approche, défendue notamment par Galina Starovoïtova, alors conseillère du président Eltsine sur les questions interethniques, consistant à « absolutiser les droits des minorités » nationales (TICHKOV, 2013, p. 631).

25. Voir par exemple, TICHKOV, 1997 ; 2004.

26. TICHKOV, 1995.

27. *Ibid.*, p. 53.

et d'anthropologie de l'AS, ensuite comme secrétaire, de 2013 à 2022, du département des sciences historiques et philologiques de l'AS et membre de sa présidence. En outre, Tichkov est souvent présenté comme le chercheur russe en sciences sociales le plus cité<sup>28</sup>. Son influence provient également de son statut d'expert auprès des instances de l'État, ce qui lui permet de combiner ses analyses scientifiques avec des prises de position en faveur d'une cause éminemment politique : le « projet russe ». Ainsi, après son bref passage au ministère des Nationalités, Tichkov est devenu membre, dans les années 2000 et 2010, de nombre d'instances consultatives, dont la Chambre publique de Russie (2005-2010), où il a présidé la commission sur la tolérance et la liberté de conscience<sup>29</sup>, le Conseil russe des affaires internationales, le conseil public du Service fédéral des migrations et le conseil scientifique auprès du Conseil de sécurité de Russie. Tichkov est aussi membre actif du Conseil présidentiel pour les relations interethniques, créé en 2012, au sein duquel il a participé à la rédaction de la Stratégie de la politique des nationalités.

Lorsque Tichkov fonde le *Bulletin de la nation russe*, c'est avec Abdoul-Hakim Soultgov (né en 1962). Ce haut fonctionnaire, professeur de science politique à l'université d'État de Moscou et ancien coordinateur de la politique ethnique au sein du parti au pouvoir Russie unie (2005-2011), a présidé le comité de rédaction de la revue entre 2008 et 2020<sup>30</sup>. D'origine tchéchène, Soultgov fut, entre 2002 et 2004, représentant spécial du président russe chargé de veiller au respect des droits humains en Tchétchénie. Depuis les années 2000, il a été membre de plusieurs conseils d'experts sur les questions ethniques et religieuses auprès du président et du Conseil de la fédération, chambre haute du Parlement russe. Soultgov est aujourd'hui conseiller au département de l'interaction avec les organisations religieuses au sein de l'administration présidentielle de Russie.

Dans le premier numéro du *Bulletin*, Tichkov et Soultgov ont défini la mission du périodique dans les termes suivants : « L'objectif de la revue est d'élaborer scientifiquement et de populariser de manière méthodique le concept de nation russe, conçu comme l'élément politico-idéologique clef [*ključevogo idejno-političeskogo smysla*] de

---

28. Triškov, 2019.

29. La Chambre publique (*Obšestvennaâ palata*) est une assemblée consultative créée en 2005 auprès de la présidence russe pour valoriser les relations entre la société civile et les autorités. Cette structure fait partie d'un dispositif institutionnel qui traduit la volonté de l'État de construire une société civile « par le haut », en contrecarrant l'activité des ONG considérées comme étant « déloyales » vis-à-vis du régime en place (DAUCÉ, 2013).

30. En 2021, Alexeï Fediakine, professeur de science politique à l'institut des chemins de fer de Moscou (MIIT), a succédé à Soultgov au poste de rédacteur en chef de la revue.



l'histoire moderne de la Russie ; de promouvoir l'identité civique en tant que forme dominante de la conscience collective ; de diffuser les idées d'un passé politique et culturel commun [auprès de l'ensemble des habitants de la Russie]<sup>31</sup>. »

Trois autres acteurs ont été particulièrement engagés dans la promotion de l'idée officielle de nation russe. Tous trois, titulaires du grade universitaire de docteur en sciences sociales, ont longtemps travaillé au sein des instances administratives, soviétiques puis russes, et ont mis leur expertise au service des dirigeants de l'État. Le premier, Ramazan Abdoulatipov (né en 1946), a commencé sa carrière au département de la propagande du comité régional de Mourmansk du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) dans les années 1970 et 1980, pour intégrer le département des relations nationales du Comité central du PCUS en 1988. Entre 1990 et 1993, il a présidé le conseil des nationalités du Soviet suprême de Russie. De 1997 à 1998, il a été vice-président du gouvernement russe puis ministre aux Nationalités, poste qu'il quitte en 1999. Entre 2000 et 2005, il est membre du Conseil de la fédération puis, de 2005 à 2009, ambassadeur de Russie au Tadjikistan. En 2013, Abdoulatipov est nommé chef de la république du Daghestan, dont il est originaire, avant d'être révoqué par Moscou quatre ans plus tard. Entre 2018 et 2023, il a été représentant spécial de la Russie auprès de l'Organisation de la coopération islamique, à Djeddah, avant de rejoindre l'université des Finances auprès du gouvernement russe.

Viatcheslav Mikhaïlov (né en 1938) a, lui aussi, servi au sein des instances soviétiques chargées de la propagande. De 1972 à 1978, il a été chef du département de la propagande du comité régional de Lviv du Parti communiste (PC) d'Ukraine, puis, entre 1978 et 1984, instructeur du département de la propagande du Comité central du PCUS. Après avoir servi comme secrétaire du comité régional du PC d'Ukraine à Louhansk, il est revenu, en 1987, au Comité central du PCUS, dont il a présidé, jusqu'en 1991, le département des relations interethniques, dites « internationales » (*mežnacional'nye otnošeníâ*). Dans la deuxième moitié des années 1990, Mikhaïlov a exercé les fonctions de ministre aux Nationalités et aux Relations fédérales. Depuis 1998, il est professeur et chef du département des relations interethniques, fédérales et internationales à l'Académie russe de l'économie nationale et du service public auprès du président russe, à Moscou<sup>32</sup>. Depuis 2012, il est également membre du Conseil présidentiel pour les relations interethniques.

Pour sa part, Vladimir Zorine (né en 1948) a été professeur à l'institut d'économie nationale de Tachkent dans les années 1970 et 1980 puis a été membre de l'appareil du

---

31. SULTYGOV & TIŠKOV, 2008, p. 14.

32. Créé en 1921, cet établissement a pour vocation principale de former des cadres supérieurs pour les administrations de l'État.

Parti communiste d'Ouzbékistan. Entre 1991 et 1993, il a conjugué plusieurs fonctions à l'ambassade d'Ouzbékistan en Russie, dont celle de premier secrétaire. Installé à Moscou, il se fait par la suite élire à la Douma d'État, où il préside la commission sur les questions ethniques entre 1993 et 1995. De 2001 à 2004, Zorine est ministre d'État sans portefeuille, chargé de coordonner la « politique des nationalités » puis, de 2005 à 2009, représentant plénipotentiaire adjoint du président dans le district fédéral de la Volga. En 2009, Zorine a été nommé par Tichkov directeur adjoint de l'institut d'ethnologie et d'anthropologie de l'AS, où il dirige actuellement le service de la communication et des relations publiques. En 2013, il est également devenu professeur au département de science politique à l'université d'État de Moscou, tout en restant membre de différentes commissions consultatives auprès des instances de l'État. Il préside notamment la commission de la Chambre publique sur l'harmonisation des relations interethniques et interreligieuses (2020-2023).

Enfin, Leokadia Drobijeva (1933-2021) a aussi été une scientifique très favorable au « projet russe », mais n'a toutefois pas occupé de positions administratives. Dans les années 1970-1980, Drobijeva, alors chercheuse à l'institut d'ethnographie de l'AS d'URSS, fut à l'origine d'une branche d'études appelée « ethnosociologie » (*èthnosociologiâ*), soit les études sociologiques de l'ethnicité<sup>33</sup>. Cette tradition académique se perpétue aujourd'hui à l'institut de sociologie de l'AS de Russie, où Drobijeva a longtemps dirigé le centre d'étude des relations interethniques. Elle a également été membre du Conseil présidentiel pour les relations interethniques.

Il reste que ce sont les écrits de Valery Tichkov qui fournissent la vision la plus systématisée du concept de nation russe. Le primat de sa pensée a d'ailleurs été reconnu par l'ensemble des acteurs cités. De surcroît, Tichkov affirme avoir été le premier en Russie à remettre en cause l'usage « soviétique » du terme de nation, longtemps réservé à la désignation des groupes ethniques les plus importants, afin de l'appliquer aux communautés de citoyens. D'après ses mots, en 1994, il a réussi à « faire glisser » le terme de peuple russe (*rossijskij narod*) dans le texte de l'adresse annuelle, prononcée par le président Eltsine devant les membres du Parlement<sup>34</sup>. Ce sont toutefois les années 2000 qui ont marqué, selon Tichkov, le véritable tournant quant à la reconnaissance du « projet russe », lorsque le président « Poutine a fait un pas plus décisif en affirmant [publiquement et] plus d'une fois que nous sommes un peuple russe, une nation civique<sup>35</sup> ».

---

33. ARUTÛNÂN & DROBIŽEVA, 2008.

34. TIŠKOV, 2007a, p. 21.

35. TIŠKOV, 2006b.

## L'expertise académique au service d'un agenda politique : légitimer et renforcer l'État postsoviétique

Au milieu des années 2000, Valery Tichkov, tirant profit de la double dimension de sa carrière, académique et administrative, a multiplié les efforts pour faire avancer le concept de nation russe auprès des instances de l'État, la création du *Bulletin de la nation russe* constituant l'étape décisive de son lobbying. En 2006, dans une allocution adressée à ses collègues de la Chambre publique et intitulée « La nation russe comme projet accompli », Tichkov s'est dressé contre tous ceux qui « renient » la construction d'une nation civile, que ce soit au nom du présumé caractère impérial de la Russie ou de la prééminence des groupes ethniques perçus comme les seuls vecteurs du « fait national ». Il a notamment affirmé :

La tâche des experts responsables est d'expliquer patiemment et avec persistance – au moins jusqu'à ce que les journalistes comprennent – que l'identité russe [*rossijskost'*] et le peuple-nation russe [*rossijskij narod-naciâ*] ne sont pas le résultat d'une unification interne [des groupes ethniques], mais se superposent naturellement sur de nombreuses différences ethnoculturelles qui existent au sein de la population du pays. [...] Par tous les moyens disponibles, nous devons affirmer résolument le nationalisme russe, ce qui suppose de reconnaître et de défendre la souveraineté nationale et les intérêts de l'État, renforcer l'identité du peuple russe, promouvoir en priorité l'usage de cette notion même<sup>36</sup>.

Ainsi, Valery Tichkov a exhorté le public « éclairé », en l'occurrence les représentants de la société civile loyaux au régime de Vladimir Poutine, à s'emparer du concept qu'il théorise pour le diffuser dans le débat public. Dans ce discours, il a choisi de jongler avec les termes *narod* (peuple) et *naciâ* (nation), en préférant le premier qui semble plus réceptif aux différentes connotations, ethniques ou non, et donc moins contesté que le second<sup>37</sup>. Cependant, dans un autre discours prononcé en février 2007 devant les membres du groupe de travail sur les questions ethniques et religieuses auprès des cadres du parti présidentiel Russie unie, Tichkov a insisté sur le besoin de promouvoir le terme de *naciâ* pour désigner une communauté de citoyens<sup>38</sup>.

36. TIŠKOV, 2006a, soulignement non retenu.

37. SAKHNO, 2006.

38. TIŠKOV, 2008.

Dans une série de textes qu'il a publiés depuis le milieu des années 2000, Tichkov affirme la réalité de la nation civique, non seulement dans la Russie postcommuniste, mais aussi pour des époques révolues. Selon lui, la nation civique appelée aujourd'hui *rossijskaâ naciâ* aurait déjà existé dans l'Empire russe et en URSS, mais sous des noms différents : « "peuple russe" et "Russiens" sous Pierre le Grand, Catherine II et Alexandre I<sup>er</sup> ; "grande nation russe" [*bol'shaâ russkaâ naciâ*] et "nation russe" sous Nicolas II ; "nation multiethnique" [*mnogonarodnaâ naciâ*] ou "peuple soviétique" sous les dirigeants de l'URSS ; enfin, "peuple multiethnique", "peuple russe", "Russiens" et "nation russe" sous Vladimir Poutine<sup>39</sup> ».

Cette affirmation s'ancre dans un récit continuiste censé invoquer l'historicité du lien national en Russie, réinterprété en termes de concitoyenneté. Il s'ensuit, selon Tichkov, que « l'État russe, quelle que soit sa forme politique – l'empire monarchique, l'union des républiques ou la République fédérale [la Fédération de Russie] –, peut et doit être considéré comme État-nation<sup>40</sup> ». Viatcheslav Mikhaïlov et sa fille Natalia, professeure de science politique à l'université russe de l'Amitié des Peuples, à Moscou, reprennent ce constat à leur compte lorsqu'ils parlent des trois « avatars » (*ipostasi*) de la nation politique en Russie depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>41</sup>. De fait, ces formules mettent sur un pied d'égalité un empire pluriethnique avec une très large couche de paysans analphabètes et un État multinational soviétique, tiraillé entre pulsion multiculturaliste et volonté assimilatrice, État qui fut fondé en rupture assumée avec l'Ancien Régime. Malgré toutes les perturbations historiques, résume Tichkov, « l'État russe exista, existe et continuera d'exister<sup>42</sup> ». Tous ceux qui critiquent l'amalgame de systèmes politiques différents ou rejettent l'hypothèse de la continuité des formes historiques de l'État feraient montre d'une « inertie cognitive » ou d'un « parti pris idéologique<sup>43</sup> ».

Toutefois, ces revendications de l'héritage de l'Empire russe et de l'URSS dans le souci de la continuité historique n'induisent pas une réflexion profonde sur la question des frontières extérieures de la nation. Toute population qui se retrouve sur les territoires *de jure* ou *de facto* contrôlés par l'État russe est d'emblée reconnue comme faisant partie de la communauté russe. Ce parti pris conditionne l'adhésion des théoriciens du « projet russe » à l'agenda politique du régime poutinien

---

39. ТИШКОВ, 2007b, p. 593-594.

40. ТИШКОВ, 2007a, p. 37 ; ТИЧКОВ, 2013.

41. МИХАЙЛОВ & МИХАЙЛОВА, 2009.

42. ТИШКОВ, 2013, p. 6.

43. *Ibid.*, p. 5.

et à sa promotion du concept de monde russe (*russkij mir*). Ce dernier serait fait de « compatriotes » (*sootečestvenniki*), que sont les populations ethniquement ou culturellement russes vivant en dehors de la Fédération de Russie, particulièrement dans les États issus de l'Union soviétique (voir *infra*). Ainsi, en théorisant le « monde russe » dès 2007, l'année de la création de la fondation publique éponyme (*Russkij mir*), Valery Tichkov soutient que si c'est bien le *rossijskij narod*, multiethnique, qui a créé le *russkij* (et non *rossijskij*) *mir*, celui-ci est fondé sur le partage de la langue et de la culture russes par-dessus les frontières, plutôt que sur la loyauté envers l'État<sup>44</sup>.

Détail significatif, les réflexions de Tichkov à ce sujet furent publiées dans la revue *La Stratégie de la Russie (Strategiâ Rossii)* dirigée, depuis sa création en 2004, par Viatcheslav Nikonov (né en 1965), président de la fondation Monde russe de 2007 à 2023 et député influent du parti Russie unie à la Douma d'État. Nikonov a lui-même défini le « monde russe » comme étant « au-dessus des nations, des frontières, des systèmes politiques [et] des idéologies » ; s'il est « pluriethnique et multiconfessionnel », la langue russe joue en son sein un « rôle civilisateur » fondamental<sup>45</sup>.

Le projet national, présenté sous la forme de cette identité civique, évolutive, mais pour autant constante, serait donc un fait établi que les acteurs cités jugent éminemment positif. Cela n'empêche pas Valery Tichkov de constater que le « projet russe » continue à « piétiner » au vu d'un certain nombre de « défis » tels que la persistance des disparités démographiques, la présence de tensions opposant le groupe ethnique dominant aux groupes minoritaires (notamment dans les plus grandes villes) ou encore « l'homogénéisation ethnique » (non russe) caractérisant les républiques méridionales de la Russie<sup>46</sup>. Afin d'éclaircir les raisons de ce constat ambivalent, selon lequel la nation russe s'avère à la fois un fait accompli et un chantier, il convient de se pencher sur les ressorts de la théorie construite par Valery Tichkov qui relève d'un paradigme constructiviste « appliqué » à la construction nationale d'une part, et d'une vision statocentrique de ce processus de l'autre.

### **Du constructivisme « appliqué »**

Les théoriciens du « projet russe » prétendent s'appuyer sur une base scientifique. Ainsi, Valery Tichkov se réclame du constructivisme en sciences sociales qu'il oppose

44. TIŠKOV, 2007c ; TIŠKOV, 2013, p. 519-553.

45. NIKONOV, 2007, p. 22.

46. TIŠKOV, 2018b.

au « primordialisme », qui serait cher, entre autres, à un certain nombre de ses collègues de l'institut d'ethnologie de l'AS<sup>47</sup>. Depuis son accession à la direction de cette institution, il a en effet multiplié les efforts visant à « réviser » les approches de ses collègues seniors<sup>48</sup>, à commencer par Ioulian Bromleï (1920-1990), directeur du même institut jusqu'en 1989 et qui avait fait de Tichkov son adjoint. À l'approche décrivant le groupe ethnique (*étnos*) comme une collectivité humaine stable située au croisement du social et du culturel et la nation comme le stade supérieur dans l'évolution d'un tel groupe<sup>49</sup>, Tichkov a mobilisé une vision plutôt individualiste, dynamique et variable de l'ethnicité, inspirée des théories dominantes dans les sciences sociales occidentales, autrefois qualifiée de « bourgeoises ».

Tichkov reprend à son compte l'approche constructiviste théorisée par Benedict Anderson<sup>50</sup>, pour qui la nation est d'abord une communauté imaginée. Le constructivisme de Tichkov hérite de la conception andersonienne dès lors qu'elle postule que « la nation a été conçue dans le langage<sup>51</sup> », mais en est une version simplifiée. En évoquant les « nouvelles conceptions scientifiques », l'universitaire russe s'oppose à des approches « objectivistes » du fait national et soutient que la condition nécessaire et suffisante à l'existence d'une nation est le recours des acteurs sociaux à ce maître-mot. Ainsi, l'établissement d'une nation passerait par « l'introduction du concept même de nation [...] compris de la même manière [*v obšerazdelâemom smysle*] par tous les membres d'une communauté. S'il n'y a pas de mot ["nation"], alors il n'y a pas de nation<sup>52</sup> ».

La nation, résume Tichkov, est l'appartenance consciente d'un groupe d'individus « à une communauté qu'ils considèrent comme une nation<sup>53</sup> ». Ce constat entre pourtant en contradiction avec le postulat de la pérennité historique de la nation politique en Russie, étant donné qu'avant la période soviétique les masses paysannes russes ne s'identifiaient pas comme membres d'une communauté de citoyens<sup>54</sup>. Certes, Tichkov retrace l'usage du mot *rossijskij*, « russe » par toute une pléiade

---

47. GOUJON, 2006 ; pour une présentation équilibrée de l'approche primordialiste, voir HOROWITZ, 2002.

48. TIŠKOV, 2003.

49. BROMLEJ, 1983 ; SÉRIOT, 2006.

50. ANDERSON, 2002 [1983].

51. TIŠKOV, 2016, p. 8.

52. *Ibid.*, p. 8.

53. *Ibid.*, p. 9.

54. MILLER, 2012 ; 2023.

d'intellectuels russes, de l'historien conservateur Nikolai Karamzine (1776-1826) au théoricien du « marxisme légal », devenu, après la révolution de 1905, un dirigeant du parti libéral « constitutionnel-démocrate » : Piotr Struve (1870-1944)<sup>55</sup>. Cependant, le lien entre ces usages et la conscience d'appartenance à la nation dans l'empire des Romanov demeure une question non résolue. Tichkov s'apparente à ce titre à un intellectuel anticipant, *ex post facto*, l'émergence de la conscience nationale en la considérant « comme une réalité bien avant qu'elle ne le fût<sup>56</sup> ».

Au vu du caractère socialement construit de la nation, Valery Tichkov a renoncé, dans ses travaux datant des premières années postsoviétiques, à considérer celle-ci comme une catégorie d'analyse. En se référant aux travaux de Rogers Brubaker<sup>57</sup>, Tichkov a ainsi encouragé les chercheurs, dans son article-manifeste publié en anglais en 2000, à « oublier la nation », car il s'agirait d'une « métaphore » (quoique dotée d'une redoutable force mobilisatrice) et d'un « concept vide », dont l'usage en sciences sociales ne serait guère justifié<sup>58</sup>. Le radicalisme de la posture méthodologique de l'universitaire, qui date de cette époque, fut alimenté par son rejet de l'essentialisme caractéristique des théories soviétiques de la nation. Des années plus tard, Tichkov est pourtant revenu sur sa posture antérieure. S'il continue à faire référence à son article de 2000, ce n'est plus pour prôner « l'oubli de la nation », mais pour affirmer le « droit légitime » de se désigner comme telle de deux types de collectivités : États et groupes ethnoculturels<sup>59</sup>. Ailleurs, Tichkov a reconnu qu'il était « nécessaire d'ajuster le constructivisme social » pour deux raisons. D'une part, celui-ci « ne tient pas compte de la composante émotionnelle » propre à la perception ordinaire de l'ethnicité comme une donnée « primordiale ». D'autre part, des constructivistes auraient tendance à ignorer que « sociétés imaginées ne veut pas dire sociétés imaginaires [*vydumannye obshestva*] » et que l'imagination se fait « à partir d'une réalité sociale » tangible rendue par des traditions culturelles, des croyances et des pratiques langagières différentes<sup>60</sup>.

Alexei Sitnikov, professeur à l'Académie russe de l'économie nationale et du service public et auteur du *Bulletin de la nation russe*, se montre très explicite

55. TIŠKOV, 2013.

56. CONNOR, 1991, p. 15.

57. BRUBAKER, 1996.

58. TIŠKOV, 2000.

59. TIŠKOV, 2016, p. 9.

60. TIŠKOV, 2021, p. 39. Pour une discussion théorique proposant de « synthétiser » les apports des paradigmes primordialiste et constructiviste appliqués à l'étude des phénomènes ethniques et nationaux, voir PAIN, 2022.

quant à la recherche d'une « bonne » forme du constructivisme en sciences sociales. À l'appui des travaux de Tichkov, il rejette le « primordialisme » comme étant à l'origine de conflits interethniques au sein des sociétés multiethniques dont la Russie et pouvant, selon lui, conduire à des politiques génocidaires. À cet égard, Sitnikov se réfère aux forces du nationalisme ukrainien ayant pratiqué, dit-il, le « génocide contre les Juifs, les Polonais et les prisonniers de guerre soviétiques dans les années 1940, puis au XXI<sup>e</sup> siècle, contre les habitants des Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk<sup>61</sup> ». En plaidant pour un constructivisme social révisé au prisme de la phénoménologie, Sitnikov fait preuve d'un certain relativisme lorsqu'il postule que l'approche constructiviste doit être adaptée à l'analyse des sociétés concrètes. « Bien que beaucoup ait déjà été fait, écrit-il, il est toujours d'actualité de concevoir et de mettre en pratique des modèles du constructivisme qui, premièrement, prendraient en compte les réalités russes sans pour autant contredire la conscience collective ordinaire [*povsdednevnomu massovomu soznaniû*] et, deuxièmement, serviraient de base théorique pour comprendre l'histoire et le présent d'un État composite et pour créer son identité civique<sup>62</sup> ».

Il s'agit là d'efforts visant à mettre l'approche scientifique au service d'une cause politique : la construction nationale dans une société concrète. Cette construction relèverait d'abord d'une « appropriation » du terme de nation russe, à la fois par le personnel politique et les citoyens « ordinaires ». Le président Poutine et d'autres personnalités politiques, dont l'ancien président (2008-2012) Dmitri Medvedev, ont en effet eu régulièrement recours aux notions de nation et de peuple russiens, ce que Tichkov a d'ailleurs interprété comme la mobilisation de ses propres idées<sup>63</sup>. Toutefois, il convient de noter que depuis 2012, « dans ses adresses annuelles au Parlement, Poutine n'a pas une seule fois fait référence à la population en tant que *rossiâne* [Russiens]. À la place, il a généralement employé le terme plus neutre de *graždane Rossii* ("citoyens de Russie")<sup>64</sup> ».

Les chiffres fournis par l'institut de sociologie de l'AS et l'agence fédérale aux Nationalités, que citent Valery Tichkov et Leokadia Drobijeva, sont justement censés montrer que les habitants du pays se reconnaîtraient très majoritairement comme « citoyens de Russie ». Issues des sondages d'opinion, ces données sont toutefois ouvertes à diverses interprétations.

---

61. SITNIKOV, 2023, p. 101.

62. *Ibid.*, p. 105.

63. GOUJON, 2006, p. 89 ; TIŠKOV, 2013, p. 3.

64. BLAKKISRUUD, 2023, p. 74.



Les deux auteurs affirment que l'identité russe s'avère « la plus forte » parmi les identifications collectives. Ainsi, d'après les résultats d'un sondage réalisé en 2011 cités par Drobijeva et Tichkov<sup>65</sup>, 72 % des personnes interrogées s'identifiaient à la communauté des citoyens de Russie « dans une large mesure », alors qu'elles étaient 51 % à s'identifier aux membres de leur groupe ethnique et 60 % aux originaires d'une même localité.

D'autres données offrent pourtant une image différente : en l'occurrence, la « pertinence » de l'identification citoyenne ne serait pas supérieure à celle des identifications ethnique ou locale (voir le tableau 1).

	À l'égard des citoyens de la Russie	À l'égard des personnes de votre appartenance ethnique	À l'égard des habitants de votre localité
Souvent	36	38	42
Parfois	22	16	22
Très rarement	17	15	16
Jamais	19	25	15
Sans avis	6	7	4

**Tableau 1.** À quelle fréquence ressentez-vous un sentiment d'unité à l'égard des citoyens de la Russie, des personnes de votre appartenance ethnique et des habitants de votre localité (en % de répondants)<sup>66</sup> ?

Il est tout aussi emblématique que les questionnaires contiennent l'expression « citoyens de Russie » et non « Russiens » (*rossiâne*). Or, des enquêtes qualitatives permettent d'affirmer que ce dernier terme, ainsi que son dérivé « russe » (*rossijskij*) sont souvent perçus comme étant trop « secs », voire « artificiels », manquant de signification réelle, et ce contrairement au mot « Russe/russe » (*ruskij*), employé à la fois au sens restreint (ethnique) ou plus inclusif (culturel ou politique) et dont l'usage au quotidien est de beaucoup préféré<sup>67</sup>.

Enfin, Drobijeva avoue que chez de nombreuses personnes, le fait de partager l'identification « citoyen de Russie » ne se traduit pas, du moins aujourd'hui, par

65. DROBIŽEVA, 2013, p. 78 ; TIŠKOV, 2013, p. 636.

66. Source : DROBIŽEVA, 2017b, p. 123.

67. BLACKBURN, 2021, p. 93-95.

l'abandon d'attitudes négatives à l'encontre des concitoyens d'appartenances ethniques différentes, dont notamment les originaires du Nord-Caucase<sup>68</sup>.

Il en découle que les données de sondage sont une source peu fiable et insuffisante pour vérifier la solidité du lien national-citoyen au regard des autres identifications sociales. Mais si tant est que ce lien soit bien établi en Russie, comme l'affirment les théoriciens du « projet russe », d'où proviennent les obstacles qui le feraient « piétiner » ?

### **Statocentrisme assumé**

Les intellectuels qui théorisent et défendent le concept de nation russe affirment une pérennité historique de la nation civique en Russie, résultant de la succession de diverses formes historiques de l'État. Cette approche rebondit, sans l'assumer explicitement, sur une tradition sociologique considérant l'État moderne comme l'acteur central, voire unique, de la construction nationale<sup>69</sup>. Autrement dit, ce sont les États qui façonnent ou créent « leurs » nations, et non l'inverse. Comme l'affirme Tichkov, la construction nationale se fait essentiellement par des élites, politiques comme intellectuelles, qui cherchent à « articuler et disséminer une identification [collective] à une nation [en vue de la] souder par des valeurs, symboles et aspirations communes<sup>70</sup> ». Tout État serait par excellence « national » dans la mesure où il imposerait un certain degré d'homogénéité aux populations qui se retrouvent sur son territoire, pour en faire émerger une communauté relativement uniforme<sup>71</sup>. Dans le cas russe, il est intéressant de noter que Drobijeva souligne, toujours avec les résultats des sondages à l'appui, le rôle de l'État en tant que principal « facteur de consolidation » de l'identité citoyenne, qu'elle désigne par conséquent comme « civico-étatique<sup>72</sup> ».

Il n'est dès lors guère surprenant que les promoteurs du « projet russe » fondent leurs espoirs quant à la construction nationale en Russie sur les dirigeants de l'État et Vladimir Poutine en personne, qu'ils désignent comme « le dirigeant

---

68. DROBIŽEVA, 2017a, p. 17.

69. TILLY, 1975.

70. TISHKOV, 2008.

71. TISHKOV, 2013 ; cf. BAUMAN, 2008.

72. DROBIŽEVA, 2013 ; DROBIŽEVA & RYŽOVA, 2021.

de la nation russe » (*lider rossijskoj nacii*)<sup>73</sup>. « Mon principal allié est Poutine et quelques petits groupes d'experts. Car le seul Européen authentique dans notre pays est le président », affirmait Tichkov au milieu des années 2000<sup>74</sup>. Et lui d'ajouter : « Honnêtement parlant, ces dernières années je compte de moins en moins sur le soutien des personnes de la même sensibilité [que moi-même] parmi les chercheurs en sciences sociales, mais il y a encore de l'espoir quant à la prudence [*blagorazumie*] de la classe politique<sup>75</sup>. »

Il en résulte que, pour Valery Tichkov parmi d'autres, la condition d'existence de la nation n'est pas nécessairement celle de sa survie, d'où vient le besoin d'un pouvoir politique fort, capable de maintenir un projet national en dépit de multiples « résistances, internes (populaires ou élitaires) comme externes<sup>76</sup> ».

Cette approche statocentrique conditionne la production du lien national au maintien de l'État. En cas d'éclatement ou de reconfiguration, le nouvel État doit être suffisamment puissant pour parvenir à remodeler l'identité nationale en fonction des changements survenus. S'il y parvient, la rupture entre les formes politiques se voit minimisée. Ainsi, dans le cas de la désintégration de l'URSS, la persistance du « peuple soviétique » céderait la place à la réaffirmation de la « nation russe », tous deux considérés comme différents visages d'une même nation politique se perpétuant depuis l'époque des tsars<sup>77</sup>. Tichkov écrit à cet égard :

73. SULTYGOV & TIŠKOV, 2008, p. 11.

74. Cité dans GOUJON, 2006, p. 90. Tichkov reprend à son compte la célèbre phrase du poète Alexandre Pouchkine (1799-1837), qui écrivait dans une lettre à Piotr Tchaadaev : « Il fallait ajouter (non comme concession, mais comme vérité) que le gouvernement est encore le seul Européen de la Russie, et que tout brutal et cynique qu'il est, il ne tiendrait qu'à lui de l'être cent fois plus » (PUŠKIN, [1836]).

75. TIŠKOV, 2007b, p. 598.

76. TIŠKOV, 2013.

77. Dans les textes d'intellectuels favorables au « projet russe », le terme « peuple soviétique » (*sovetskij narod*), officialisé en URSS et inscrit dans la dernière Constitution soviétique de 1977, est souvent doublé par l'anachronisme « nation soviétique » (*sovetskaâ naciâ*). Cette façon de rebaptiser la communauté qui sous-tend l'État semble servir une double cause : d'une part, elle légitime l'usage du concept de nation appliqué aux communautés non ou supra-ethniques, contrairement à la tradition discursive soviétique ; d'autre part, elle accentue la continuité entre projets identitaires soviétique et postsoviétique (MIHAJLOV & MIHAJLOVA, 2009 ; BARAŠ, 2011). Pour sa part, Tichkov souligne, en contradiction avec la condition d'existence de la nation qu'il a formulée, que « le nationalisme civique soviétique avait bel et bien existé [même] en l'absence du mot "nation" » dans le discours officiel, tandis que le peuple soviétique « formait une nation [civique] » (TIŠKOV, 2013, p. 226 et 274).

« Il n'y avait rien de dramatique dans le fait [qu'après la révolution d'Octobre] l'ancien peuple russe fut rebaptisé peuple soviétique. L'histoire offre bon nombre d'exemples de tels changements de nom qui ont parfois porté leurs fruits<sup>78</sup>. » Concernant le peuple soviétique, l'auteur ajoute que celui-ci a cessé d'exister « non pas parce qu'il était une anomalie, mais en raison d'un clivage au sein des élites et de la chute de l'État<sup>79</sup> ».

Abdoul-Hakim Soultgov se montre plus critique envers la période soviétique, qu'il associe à la « destruction de la nation russe [au nom de la] construction, par la dictature du prolétariat, d'une nouvelle nation ouvrière-paysanne ». C'est la réforme du système politique de l'URSS initiée par Mikhaïl Gorbatchev qui, selon lui, avait ouvert la voie à une « reconstruction de l'État et de la nation russes<sup>80</sup> ». Soultgov met ainsi l'accent sur la rupture entre l'URSS et la Fédération de Russie qui en est issue, rupture marquée par un affaiblissement du pouvoir institué et donc un relâchement du lien national. « Au tournant des siècles, écrit-il, la Fédération de Russie ne possédait pas les caractéristiques majeures d'un État établi et opérationnel [*sostoávšegosá, deesposobnogo gosudarstva*] », son intégrité territoriale et politique n'étant pas garantie. C'est Vladimir Poutine qui, dès son accession à la présidence en 2000, procédera à la « nationalisation de l'État » conformément au « modèle idéal de l'État-nation moderne tel que formulé dans la Constitution [de 1993]<sup>81</sup> ».

Cette double optique, constructiviste et statocentrique, met en lumière le caractère ambivalent attribué au concept de nation russe par ses théoriciens. Conditionnée par l'introduction et la diffusion de ce concept dans ses différentes variantes (*rossiâne, rossijskij narod, rossijskaâ naciâ*), elle serait à la fois établie, car officiellement déclarée et en perpétuelle construction, dans la mesure où elle est orchestrée par les responsables politiques qui veillent au maintien d'une conscience collective face aux divers facteurs capables de la mettre en péril. Afin d'éviter ces dangers, il serait alors nécessaire de faire barrage à des tendances destructrices que représentent notamment les mouvements ethnonationalistes.

---

78. TIŠKOV, 2013, p. 225.

79. *Ibid.*, p. 226.

80. SULTYGOV, 2014a ; 2014b.

81. SULTYGOV, 2016, p. 35 et 55.

## **Combattre les ethnonationalismes et renforcer l'État : l'articulation du « projet russe » avec l'agenda du régime poutinien**

En 2012, Tichkov écrivait : « Les adversaires du projet russe existent non seulement parmi les minorités (même s'il y a eu moins de rejet de ce côté au cours des dix dernières années), mais aussi au sein du groupe [ethnique] majoritaire<sup>82</sup>. » Les ethnonationalismes qui mettent en cause l'ordre politique établi constituent ici la cible principale des théoriciens de la nation russe ; cible qu'ils partagent avec le régime de Poutine qui a mené une politique répressive à l'égard des mouvements ethnonationalistes d'opposition, dont les plus influents ont été interdits pour extrémisme dès le tout début des années 2010<sup>83</sup>.

Observateur des conflits ethniques dans l'espace (post)soviétique depuis la fin des années 1980, Valery Tichkov a consacré de nombreuses pages à la critique passionnée du nationalisme, qu'il soit minoritaire ou majoritaire, véhiculant la vision ethnique de la nation. L'universitaire décrit ce phénomène comme un « moyen de mobilisation efficace à court terme [mais] affreusement destructeur » une fois déployé comme une stratégie d'action politique, qui vise l'homogénéisation culturelle et passe par l'assimilation forcée. Au vu de sa nature agressive, l'ethnonationalisme est, dit-il, à l'origine d'innombrables « conflits et [du] chaos », incapable de « générer la prospérité [ni] la paix entre les individus<sup>84</sup> ».

À ces ethnonationalismes, jugés éhémériques et nocifs, Tichkov oppose le concept de nationalisme civique qui se traduit par une « défense de la souveraineté nationale et des intérêts de l'État » combinée à la « consolidation de l'identité du peuple russe<sup>85</sup> ». Ainsi défini, ce nationalisme n'est guère séparable du « patriotisme » officiel, que Vladimir Poutine a maintes fois qualifié « d'idée nationale<sup>86</sup> », lorsqu'il mêle appartenance à la nation et allégeance envers l'État : « il n'est pas toujours facile de faire la distinction entre nationalisme et patriotisme, d'autant plus que dans leurs manifestations à l'échelle d'un État [ces principes] coïncident<sup>87</sup> ».

82. TIŠKOV, 2012, p. 73.

83. LAINE, 2017 ; FEDIUNIN, 2022b.

84. TIŠKOV, 2013, p. 18-19.

85. *Ibid.*, p. 308.

86. TASS, 2016.

87. *Ibid.*, p. 309.

Valery Tichkov remet en cause la légitimité des ethnonationalismes, inspirés selon lui par des « entrepreneurs ethniques », lorsqu'ils s'opposent au projet de la nation russe. Depuis des années, il dénonce les « forces étrangères », soit les « experts et hommes politiques occidentaux » qui, en jugeant la dissolution de l'URSS « inachevée », réclameraient une « nouvelle phase de désintégration » de l'État russe<sup>88</sup>. Aussi franches que brutales, ces déclarations s'inscrivent en effet dans une logique de rivalité. Un nationalisme est, de fait, considéré comme « mauvais » lorsqu'il conteste l'ordre politique jusqu'à ce que celui-ci ne devienne l'expression du principe ethnocratique. En revanche, un « bon » nationalisme – désigner tout à tour constructif, libéral, civique ou politique<sup>89</sup> – chercherait, lui, à consolider l'État existant et à renforcer sa légitimité en termes d'identité, d'idéologie ou de puissance, même au risque d'entraîner – au nom de la construction nationale – une « destruction nationale » au niveau des communautés ethnoculturelles<sup>90</sup>.

Conscient des inquiétudes que suscite le projet de construire la nation russe « par le haut » auprès de populations et d'acteurs variés, Valery Tichkov a théorisé un modèle consensuel qu'il appelle *naciâ naciĭ*, soit « nation de nations<sup>91</sup> ». Celui-ci repose sur le principe de coexistence d'une nation politique, à l'échelle fédérale, avec une pluralité de nations ethniques qui en feraient partie au niveau infra-étatique. Au cœur de ce modèle repose donc l'idée de reconnaissance d'identités multiples, en l'occurrence ethniques (ou culturelles) et supra-ethniques (ou civiques), idée concrétisée par des formules telles que « et russe (tatare, bachkir, tchéchène, etc.), et russe » ou « l'unité dans la diversité<sup>92</sup> ». Il est remarquable de constater à quel point ce modèle reproduit le modèle soviétique du *matryoshka-nationalism* reliant des identités à l'image d'une poupée russe<sup>93</sup>. On retrouve ainsi des groupes ethniques – des plus petits au groupe majoritaire – constituant ensemble une grande nation dite russe qui, à son tour, se prolonge dans une « communauté imaginée » plus grande encore : celle du « monde russe » qui serait dotée d'une certaine « épaisseur historique<sup>94</sup> ».

---

88. TISHKOV, 2000, p. 633 ; TIŠKOV, 2018b.

89. TIŠKOV, 2009.

90. CONNOR, 1972.

91. TIŠKOV, 2009 ; 2013, p. 380 et 601 ; 2023.

92. TIŠKOV, 2013, p. 635.

93. BREMMER, 1993, p. 22.

94. TIŠKOV, 2007c.

D'autres promoteurs du « projet russe » soutiennent cette vision. Ramazan Abdoulatipov écrivait en 2008 : « La nation russe est le fruit de la cocréation de citoyens de nationalités différentes, qui ont l'opportunité de conserver leur identité ethnographique [...]. Construire la nation russe sur la négation et l'éviction des nations ethnographiques de Russie est [une entreprise] sans perspective<sup>95</sup>. » Pour Viatcheslav Mikhaïlov, la nation russe « ne peut être qu'une synthèse des identités ethnographiques de tous les peuples (ethnies) de la Russie<sup>96</sup> ». De telles fusions conceptuelles permettent à ces auteurs de considérer le terme constitutionnel de peuple multinational et celui de nation russe comme des synonymes<sup>97</sup>.

Dans cette entreprise, les théoriciens du « projet russe » font des références à la diversité culturelle des États modernes : le Royaume-Uni et l'Espagne en Europe, l'Inde et la Chine en Asie, le Canada et le Brésil aux Amériques. La présence de la Chine dans cette liste atteste que le critère du régime politique n'est pas pris en compte. Tichkov souligne explicitement que tout État reconnu doit être vu comme national même en l'absence de pratiques démocratiques réelles<sup>98</sup>. Cela n'empêche pas Abdoulatipov et Mikhaïlov de parler d'une constante « démocratisation » de la société russe<sup>99</sup>. C'est là toute la différence entre le concept de « nation de nations » et celui de *state-nation*<sup>100</sup>. Si le premier découle d'une concession faite aux porte-paroles des groupes ethnographiques désignés comme des nations, le second soutient que la construction d'une nation politique dans une situation multiculturelle passe nécessairement par l'établissement, souvent conflictuel, des mécanismes d'intégration fondés sur les principes démocratiques et fédéraux.

L'articulation du « projet russe » avec l'agenda du régime poutinien se vérifie par la priorité que ses défenseurs donnent aux intérêts de l'État central sur ceux des collectivités ethnographiques particulières. Sur fond de la « parade des souverainetés » des années 1990 dans les républiques de Russie<sup>101</sup>, Tichkov s'était à plusieurs reprises prononcé contre tout séparatisme potentiel, en particulier en Tchétchénie et au Tatarstan<sup>102</sup>. Abdoulatipov et Mikhaïlov défendent, eux, la centralisation poutinienne

95. ABDULATIPOV, 2008, p. 170.

96. MIHAJLOV & MIHAJLOVA, 2009, p. 55.

97. TIŠKOV, 2018c, p. 21.

98. TIŠKOV, 2013, p. 8.

99. ABDULATIPOV & MIHAJLOV, 2016.

100. STEPAN, LINZ & YADAV, 2010.

101. RADVANYI, 2013.

102. TISHKOV, 1995, p. 46.

qui a drastiquement réduit l'autonomie des républiques fédérées et vont jusqu'à décrire Vladimir Poutine comme « l'unificateur des terres et des peuples de Russie<sup>103</sup> ».

Or, tous les séparatismes ne se valent pas pour les défenseurs du « projet russe ». Ainsi, Mikhaïlov, Tichkov et Zorine se sont abstenus, en 2014, de condamner le séparatisme pro-russe en Crimée et dans le Donbass<sup>104</sup>. Après le lancement de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, ces trois membres du Conseil présidentiel pour les relations interethniques ont soutenu le lancement de « l'opération militaire spéciale » et ses objectifs déclarés par le chef du Kremlin : « démilitarisation » et « dénazification » de l'Ukraine. Ce faisant, ils ont souligné l'importance du « consensus patriotique » qui se serait formé en Russie<sup>105</sup>. Le nouveau rédacteur en chef du *Bulletin de la nation russe*, Alexeï Fediakine a, lui, ardemment approuvé « le retour des territoires historiques de Russie, majoritairement peuplés par des populations ethniquement russes », en référence aux annexions par Moscou de plusieurs régions ukrainiennes en 2014 (Crimée avec la ville de Sébastopol) puis en 2022 (régions de Donetsk, de Louhansk, de Zaporijia et de Kherson)<sup>106</sup>.

On peut également citer la décision de Vladimir Poutine, entérinée par le Parlement russe en 2018, de mettre fin à l'apprentissage obligatoire des langues minoritaires dans les écoles situées sur le territoire des républiques fédérées<sup>107</sup> ; une décision qui contredit à la fois les constitutions républicaines définissant certaines langues non russes comme étant « langues d'État » sur leurs territoires, mais aussi l'inscription de la protection de la diversité ethnoculturelle comme « objectif prioritaire » dans la Stratégie de la politique des nationalités. Malgré une forte contestation de cette décision dans certaines républiques comme le Tatarstan ou la Bachkirie, Tichkov, parmi d'autres experts proches du pouvoir, s'y est aligné, en reprenant à son compte les propos du président Poutine selon lesquels « il est tout aussi inacceptable de forcer [les élèves] à apprendre des langues non maternelles que de voir baisser le niveau d'apprentissage du russe<sup>108</sup> ». Cette prise de position contraste avec les critiques que Valery Tichkov avait pu formuler à l'égard des États comme la Lettonie, l'Estonie, la Moldavie, la Géorgie ou l'Ukraine, où il décrivait le refus des autorités politiques

---

103. ABDULATIPOV & MIHAJLOV, 2016, p. 18.

104. D'autres, comme Vera Mal'kova, chercheuse à l'institut d'ethnologie de l'AS, ont ouvertement soutenu l'annexion de la Crimée par la Russie comme le résultat d'un « processus légitime » (MAL'KOVA, 2016).

105. KREMLIN, 2022 ; ZORIN, 2022 ; TIŠKOV, 2023, p. 7-8.

106. FEDÂKIN, 2024.

107. BOWRING, 2018.

108. TIŠKOV, 2018a.



d'accorder au russe le statut de langue officielle comme des « répressions linguistiques » envers les populations russophones et une « usurpation de [leurs] droits<sup>109</sup> ».

Conformément à la logique de l'homogénéisation qui semble désormais prévaloir dans la politique ethnique de l'État russe sur le respect de la diversité<sup>110</sup>, le modèle de « nation de nations » a été ajusté. À la fin des années 2010, Vlaery Tichkov introduit la notion de « culture dominante » (*serdcevinnaâ kul'tura*, traduction du terme anglais *core culture*) pour affirmer le statut particulier de la langue et de la culture russes perçues non seulement comme caractéristiques du groupe ethnique majoritaire, mais aussi comme fondements de l'unité civique<sup>111</sup>. Selon la version modifiée, en décembre 2018, de la Stratégie de la politique des nationalités, « l'identité civique pan-russienne [*obšerosijskaâ*] est fondée sur le maintien de la dominante culturelle russe [*russkoj*], qui est propre à tous les peuples habitant la Fédération de Russie » (article 11-1)<sup>112</sup>.

## L'absence de consensus autour de la nation russe

Après l'échec des tentatives d'officialisation du concept de nation russe dans les années 1990, ses défenseurs n'ont pas abandonné ce projet et l'ont poursuivi en cherchant à tirer profit d'un soutien tacite du président Poutine, qui a ordonné, en 2002, de préparer une nouvelle version du texte programmatique en matière de « politique des nationalités<sup>113</sup> ». Ce travail aura pris dix ans, avant que la nouvelle Stratégie ne soit finalement adoptée.

En octobre 2016, lors de la réunion du Conseil présidentiel pour les relations interethniques, à Astrakhan, Viatcheslav Mikhaïlov a proposé – après une consultation préalable avec des experts et responsables politiques qui en font partie – de passer à l'étape suivante de ce processus d'officialisation : faire adopter une loi « sur la nation russe<sup>114</sup> ». Aussitôt soutenue par le président Poutine, cette proposition visait à donner une pleine reconnaissance juridique à la consolidation souhaitée de la « conscience civique » des Russes. La proposition esquissée par Mikhaïlov a

109. TIŠKOV, 2013, p. 554.

110. ZAMYATIN, 2016 ; LAINE & ZAMYATIN, 2021.

111. TIŠKOV, 2018b.

112. KREMLIN, 2018.

113. MIHAÏLOV, 2016.

114. KREMLIN, 2016.

cependant pris au dépourvu l'opinion publique et s'est attiré de nombreuses critiques. Celles-ci remettent en cause le « projet russe » et, par là même, témoignent de sa position marginale au sein de la stratégie du régime de Poutine à l'égard des questions nationales<sup>115</sup>.

Comme dans les années 1990, de nombreuses voix dans les républiques fédérées se sont élevées contre cette initiative. Aux yeux de certains militants de la cause des minorités nationales, ce ne serait qu'un écran de fumée destiné à instaurer, sur le plan législatif, la prééminence de la majorité ethnique (*russkie*) ou encore de l'orthodoxie (en vertu de son statut de religion historiquement dominante en Russie), ce qui aurait facilité l'assimilation des cultures minoritaires et creusé les discriminations à leur égard<sup>116</sup>. Bien que faisant preuve d'une grande prudence, une partie des élites des républiques ont rejoint ce constat : l'officialisation du concept de nation russe mettrait davantage en péril le statut d'autonomie dont elles jouissent, en ouvrant la voie à leur future suppression<sup>117</sup>.

À l'autre bout du spectre, on retrouve tous ceux qui, en s'exprimant au nom du groupe majoritaire, considèrent le discours sur la nation russe comme menaçant envers la nation russe définie comme une communauté ethnoculturelle (*russkaâ naciâ*). Ces critiques ne sont pas non plus nouvelles. Les intellectuels et militants ethnonationalistes accusaient, et continuent d'accuser, le président Boris Eltsine et les libéraux d'avoir « inventé », au cours des années 1990, le mot « Russiens » (*rossiâne*) pour nier l'existence de la majorité ethnique en tant que nation. Valery Tichkov a fait l'objet d'attaques de la part de certains ethnonationalistes russes (attaques personnelles sur Internet, manifestations en bas de l'immeuble de l'AS, etc.), le traitant de traître à la Russie voulant détruire l'identité russe et prônant le remplacement des Russes par des migrants « non slaves<sup>118</sup> ». Certains intellectuels ethnonationalistes ont comparé la conception « tichkovienne » de la nation à des approches pseudoscientifiques comme le « lyssenkisme », ce courant idéologique soutenu par le régime soviétique dans les années 1930-1960 et dénonçant la génétique au nom du marxisme-léninisme<sup>119</sup>. Pour d'autres, célébrer une nation russe, correspondant au territoire de la Russie postsoviétique, signifie renoncer au véritable socle ethnoculturel de la nation russe, qui dépasse les frontières de l'État de

---

115. BLAKKISRUÐ, 2023 ; FEDIUNIN, 2023.

116. GARIFULLIN, 2016.

117. *KOMMERSANT*, 2016.

118. KRYLOV, 2010, p. 9, n° 2 ; *Newsland*, 2013.

119. SERGEEV, 2010, p. 208.

l'après-1991<sup>120</sup>. D'autres encore, comme le « vétéran » de l'ethnonationalisme russe Alexandre Sevastianov, rejettent le concept de nation civile qui relève selon eux du libéralisme occidental et est « contraire à la mentalité et à la tradition scientifique russes ». Tichkov, Mikhaïlov et Zorine seraient, eux, des « pseudoscientifiques et agents de l'Occident<sup>121</sup> ».

L'initiative visant à introduire le terme de nation russe dans la loi n'a fait qu'amplifier ces critiques, d'autant plus que l'identité russe, promue par l'État, est systématiquement perçue dans les milieux ethnonationalistes comme la réincarnation du « peuple soviétique<sup>122</sup> ». Mis à part les ressorts idéologiques du « projet russe » et l'expérience de vie significative de ses principaux théoriciens en URSS, ce rapprochement n'est pas sans fondement, étant donné que les dirigeants de la Russie considèrent eux-mêmes ce projet comme étant inspiré du modèle soviétique. Ainsi, en s'exprimant sur l'état des relations interethniques en Russie peu après le rassemblement ultranationaliste sur la place du Manège, à Moscou, en décembre 2010, Vladimir Poutine, alors Premier ministre, a notamment déclaré : « Le régime soviétique est parvenu à créer une certaine substance qui était au-dessus des relations interethniques et interconfessionnelles [...] on a même inventé une nouvelle communauté [*obšnost' lúdej*], le peuple soviétique. [...] Et nous n'avons pas encore ça. Nous disons "Russiens", "peuple russe", mais ce n'est pas encore [ce qu'il nous faut]. Nous n'avons pas pu trouver d'équivalent à ce qui avait été inventé en Union soviétique<sup>123</sup>. » De leur côté, les théoriciens du « projet russe » le rapprochent explicitement du modèle soviétique, en insistant sur le rôle clef du souvenir de la « Grande Victoire » de 1945 dans la production de l'unité nationale aujourd'hui<sup>124</sup>.

En somme, les porte-paroles des minorités comme ceux du groupe majoritaire font appel à la persistance des communautés ethnoculturelles qui sont, à leurs yeux, infiniment plus tangibles que toutes les tentatives menées par l'État pour forger une identité collective à sa convenance. Par ailleurs, certains acteurs d'orientation libérale qui, autrement, ne remettent pas en question l'identité russe, s'opposent à l'idée que la construction nationale puisse avancer par ordonnances<sup>125</sup>.

---

120. REMIZOV, 2011.

121. SEVAST'ANOV, 2017, p. 40-41.

122. BBC, 2016 ; VERBINA, 2017.

123. RIA Novosti, 2010.

124. ABDULATIPOV & MIHAJLOV, 2016 ; TIŠKOV, 2020.

125. PAIN, 2016 ; ŠELIN, 2016.

Le concept de nation russe n'est pas non plus apprécié au sein de l'Église orthodoxe russe, qui se définit comme *russkaâ* et non *rossijskaâ*. Le « territoire canonique » qu'elle revendique dépasse largement les frontières actuelles de la Fédération de Russie et comprend les pays de l'ex-URSS, sauf l'Arménie et la Géorgie, plus la Chine, la Mongolie et le Japon<sup>126</sup>. Le patriarcat de Moscou met l'accent sur la notion de « monde russe », qui s'articule autour de trois principes : la foi orthodoxe, la culture et la langue russes et, enfin, la mémoire collective commune<sup>127</sup>. Le critère d'appartenance ethnique ou nationale n'en fait pas partie. Selon Alexandre Stchipkov, vice-président du département synodal pour les relations entre l'Église et la société, « la "nation russe" n'a de sens que si elle est comprise comme synonyme de la nation russe [*russkoj*] pluriethnique ». La mise en œuvre du « projet russe » conduirait, selon lui, à ce que les Russes ethniques soient « évincés de l'espace public » au profit des groupes minoritaires à l'intérieur de la Russie et même à ce que l'Ukraine s'approprie le thème de la « russité » (*russkost'*) à l'échelle mondiale<sup>128</sup>. Au contraire, les religions « minoritaires », comme l'islam ou le bouddhisme, se montrent plutôt favorables à l'égard du « projet russe », étant donné son caractère *a priori* inclusif envers les diverses communautés peuplant le territoire de la Russie. Ainsi, les autorités spirituelles musulmanes affirment l'existence, ou du moins la formation, de la communauté musulmane « de Russie » (*rossijskoe musul'manstvo*)<sup>129</sup>.

Enfin, le projet de loi célébrant la nation russe n'avait guère de chance d'être soutenu par l'opposition loyale au Kremlin. Ainsi, le Parti communiste russe (KPRF) et les nationaux-populistes du mal nommé Parti libéral-démocrate (LDPR) de feu Vladimir Jirinovski, en appellent traditionnellement au peuple russe, et non russe, que ces deux forces considèrent comme le plus important au vu de son poids démographique et de son rôle primordial dans l'histoire du pays. Mais il est surtout emblématique qu'en dépit de l'avis favorable de Vladimir Poutine, la fronde s'est fait entendre jusque dans les rangs de ses soutiens. Par exemple, le réalisateur Stanislav Govoroukhine, cadre du parti Russie unie qui a présidé le comité de la Culture à la Douma d'État, avait à plusieurs reprises qualifié le mot « Russe » d'odieux<sup>130</sup>.

Face à ces contestations, l'administration présidentielle a décidé, plusieurs mois après la réunion du Conseil présidentiel pour les relations interethniques de 2016, de

---

126. ROUSSELET, 2017.

127. SUSLOV, 2014, p. 70.

128. ŠIPKOV, 2017.

129. *Muslim*, 2017 ; MALAŠENKO, 2018.

130. *Gazeta*, 2016.

renoncer à la préparation d'une loi « sur la nation russe ». C'est Valery Tichkov, nommé précédemment chef du groupe de travail sur l'hypothétique texte législatif, qui a expliqué ce désistement, sans cacher son regret, par « la réticence de la société [russe] à s'approprier l'idée d'une nation unie<sup>131</sup> ». Simultanément, son groupe de travail a proposé de le rebaptiser : projet de loi « sur les fondements de la politique des nationalités<sup>132</sup> ». Après avoir été mis de côté jusqu'aux élections présidentielles de mars 2018, le projet a fini par être suspendu.

L'inscription du terme « peuple russe/nation russe » n'a pas fait non plus partie des modifications de la Constitution initiées par le président Poutine et adoptées en été 2020, et ce en dépit du militantisme de Valery Tichkov et de Viatcheslav Nikonov. Leur proposition consistait à remplacer le terme « peuple multinational de la Fédération de Russie » par « nation russe pluriethnique » (*mnogonarodnaja rossijskaâ naciâ*), une inversion de sens insistant davantage sur le principe de l'unité<sup>133</sup>. Au lieu de cela, le « peuple porteur de l'État », terme qui se réfère à la majorité ethnique (*russkie*), a été intégré dans l'article 68-1 de la Constitution. Selon les mots de Valery Tichkov, l'incapacité à faire valoir le concept « ancien et honorable » qu'est la nation russe relève « d'un mystère [et] d'un manque d'intelligence » collective<sup>134</sup>.

Dans le même temps, les objectifs déclarés de la Stratégie de la politique des nationalités sont restés intacts. En outre, une définition de la « nation russe » a été introduite dans la version modifiée du document datant de décembre 2018. Elle est alors définie comme « la communauté des citoyens de la Fédération de Russie, libres et égaux, de diverses appartenances ethniques, confessionnelles, sociales ou autres, ayant une identité citoyenne commune<sup>135</sup> » (article 42).

Au-delà d'un débat ponctuel, le destin malheureux de l'initiative législative susmentionnée révèle l'ambiguïté de la politique des dirigeants de la Russie en matière de construction nationale. Depuis le début des années 2010, on a notamment assisté, en Russie, à l'expansion du discours « civilisationnel », les catégories de nation et de civilisation ayant conflué dans les représentations officielles de la communauté politique qui sous-tend l'État. Dans la foulée du conflit russo-ukrainien remontant à 2014, Vladimir Poutine et d'autres responsables russes se sont davantage investis dans

---

131. *Forbes*, «Zakon o rossijskoj nacji rešili pereimenovat' iz-za "negotovnostiobšestva"», 2017.

132. *BBC*, «Počemu Putinu ne pokažut zakonoproekt o rossijskojnacji», 2017.

133. FEDIUNIN, 2022a.

134. TIŠKOV, 2020, p. 16.

135. KREMLIN, 2018.

la promotion du terme *russkij*, pour désigner à la fois la majorité ethnique du pays, l'ensemble des citoyens de Russie et la diaspora relevant du « monde russe<sup>136</sup> ». Cela n'a pas empêché la présidence russe de continuer à décerner le prix présidentiel, établi par décret en 2016, pour récompenser les contributions individuelles ou collectives à « l'unité de la nation russe ». En 2023, au milieu de la guerre imposée par la Russie à l'Ukraine, c'est le patriarche Kirill – chantre du « monde russe » formé par les Slaves orientaux issus du « baptême » orthodoxe de Kiev, à la fin du x<sup>e</sup> siècle<sup>137</sup> – qui reçoit le prix, sans que ce choix ne soit publiquement justifié<sup>138</sup>. Il convient de noter que le chef du patriarcat de Moscou a publiquement présenté « l'opération spéciale » du Kremlin comme une guerre sainte contre la civilisation occidentale symbolisée par les marches des fiertés, la principale manifestation du mouvement LGBTQ+<sup>139</sup>.

Loin de délaisser complètement l'idée russe, le Kremlin a de toute évidence préféré jouer sur tous les tableaux. Les références des défenseurs du « projet russe » aux autres pays comme l'Inde et la Chine qui, comme la Russie, s'affirmeraient à la fois comme nation et comme civilisation<sup>140</sup>, peuvent difficilement dissimuler sa marginalisation au sein du système politique russe.

## Conclusion

Théorisé et diffusé par un cercle restreint d'experts sur les questions ethniques, le « projet russe » a été le fruit d'une coopération étroite entre l'expertise scientifique et les autorités politiques en Russie. Après une période d'incertitude quant à son déploiement dans les années 1990, ce projet de construction nationale a reçu un

---

136. MALINOVA, 2020 ; BLAKKISRUUD, 2023.

137. En 2014, le patriarche Kirill déclarait : « La Russie appartient à une civilisation plus large que la Fédération de Russie. Nous appelons cette civilisation “le monde russe”. Le monde russe n'est pas le monde de la Fédération de Russie ni celui de l'Empire russe. Le monde russe [provient] du baptême de Kiev. Le monde russe, c'est cette civilisation distincte à laquelle appartiennent des personnes qui se désignent aujourd'hui par des noms différents : les Russes, les Ukrainiens, les Biélorusses. À ce monde peuvent [également] appartenir des personnes qui ne font pas partie du monde slave mais qui se sont approprié la dimension culturelle et spirituelle de ce dernier » (*Patriarhiâ*, 2014).

138. Parmi les lauréats du prix, on retrouve également Magodedali Magomedov (2016), chef de la république du Daghestan de 1983 à 2006 et père de Magomedsalam Magomedov, directeur adjoint de l'administration présidentielle russe en charge des relations interethniques, Viatcheslav Mikhaïlov (2017), Leokadia Drobijeva (2019) et Vladimir Zorine (2021).

139. ROUSSELET, 2022.

140. TiŠKOV, 2023.

soutien manifeste de l'État au milieu des années 2000, avant d'être officialisé après le retour de Vladimir Poutine à la présidence, en 2012.

L'articulation du « projet russe » avec l'agenda du régime poutinien se fait à deux niveaux. D'une part, ce projet s'efforce de trouver un équilibre entre la majorité ethnique et les groupes minoritaires, tout en rejetant les solutions ethnonationalistes. D'autre part, le « projet russe » est appelé à légitimer la Fédération de Russie comme un État national souverain et à empêcher son éventuelle désintégration. Cette fonction légitimatrice, soulignée par les défenseurs du « projet russe », a été réactualisée par le lancement de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022. Des voix se sont en effet levées, en Ukraine comme en Occident, pour exprimer le souhait d'une « décolonisation » de la Russie, qualifiée de « dernier empire colonial ». Ces voix appellent à soutenir les nationalismes des groupes minoritaires de Russie dans le but de répondre à leurs revendications culturelles et politiques<sup>141</sup>. Dans leur effort pour contrer ces récits, les théoriciens du « projet russe » ont soutenu le bellicisme du régime de Poutine à l'égard de l'Ukraine.

Dans un sens, ces théoriciens jouent le rôle du « constructeur de la nation », ce *nation-builder* autrefois décrit par Walker Connor : celle ou celui qui « est convaincu que le bien ultime [des populations observées] serait lié au maintien de l'État tel qu'il est actuellement constitué<sup>142</sup> », à condition toutefois que les responsables politiques suivent la voie désignée de la construction nationale jusqu'au bout. La réalisation cohérente de ce projet politique implique des efforts considérables, et ses théoriciens en ont pleinement conscience. Ainsi, Drobijeva insistait sur le besoin « d'achever la formation [*trebuet doformirovaniâ*] de l'identité civique russe, en l'inculquant à la conscience collective [des citoyens] à travers les discours savants et politiques, l'éducation, les médias et les organisations de la société civile<sup>143</sup> ».

Or, les dirigeants de la Russie ne sont pas prêts à imposer le concept de nation russe coûte que coûte, sans pour autant l'abandonner complètement, en raison de son potentiel intégrateur. Cette posture est pourtant ambiguë : tandis que l'État se positionne en créateur d'une nation, il est contraint de reconnaître sa faiblesse relative, empreinte de son incapacité à s'appuyer sur une communauté politique bien établie face à la persistance des données ethnoculturelles, mais aussi compte tenu des projets alternatifs – ceux du « monde russe » et de l'identité civilisationnelle de la Russie – qui font appel à une communauté dépassant les frontières de l'État.

---

141. LARUELLE, 2022.

142. CONNOR, 1972, p. 355.

143. DROBIŽEVA, 2017a, p. 21 ; voir aussi GRANIN, 2017.

Dans ce contexte, l'idée russe continue d'occuper une place marginale dans la construction identitaire du régime de Vladimir Poutine. Elle est aussi peu soutenue à travers la société russe et demeure, du propre aveu de Viatcheslav Mikhaïlov, « quelque peu amorphe<sup>144</sup> ». Paradoxalement, ses théoriciens, qui fondent leurs espoirs sur l'action de l'État central, découvrent que celui-ci se réserve une marge d'initiative en matière de politique identitaire, préférant ne pas choisir entre des projets alternatifs.

Alignés sur le régime en place, les théoriciens ne sont pas parvenus à assurer la continuité de leurs efforts ; aucune nouvelle génération de penseurs n'est venue en soutien de l'idée russe, ou elle est tout du moins inaudible dans les débats publics. Aussi, le destin du « projet russe » n'est pas encore scellé.

## Bibliographie

- ABDULATIPOV Ramazan, 2008, «Obustrojstvo rossijskoj nacii kak nacional'naâ ideâ Rossii v XXI veke» [La construction de la nation russe comme l'idée nationale de la Russie au XXI<sup>e</sup> siècle] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 2, p. 168-173.
- ABDULATIPOV Ramazan & MIHAJLOV Vâčeslav, 2016, *Rossia v XXI veke : obšecacional'nyj otvet na nacional'nyj vopros* [La Russie au XXI<sup>e</sup> siècle : une réponse nationale à la question des nationalités], Ètnosocium, Moscou.
- ANDERSON Benedict, 2002 [1983], *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* [Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism], trad. de l'anglais DAUZAT P.-E., La Découverte, Paris.
- ARUTÛNÂN Ūrik & DROBIŹEVA Leokadiâ, 2008, «Ètnosociologîâ pered vyzovami vremeni» [L'ethnosociologie face aux défis de notre temps] in *Sociologičeskie issledovaniâ*, n° 7, p. 85-95.
- BARAŠ Raisa, 2011, «Razdelennyj russkij narod ili razdelennaâ sovetskaâ naciâ?» [Un peuple russe divisé ou une nation soviétique divisée ?] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 18-19, p. 152-176.
- BAUMAN Zygmunt, 2008, "In the Court Where Multi-Ethnic Politics Are on Trial the Jury Is Still Out. Interview with Zygmunt Bauman" in *Ab Imperio*, n° 1, p. 19-34.

---

144. MIHAJLOV, 2016.



- BBC, 1<sup>er</sup> mars 2016, «Politolog Valeryj Solovej: Vlasti Rossii komprometiruiût ponâtie patriotizma» [Le politologue Valery Solovej : Les autorités russes compromettent la notion de patriotisme], URL : <https://www.bbc.com/russian/features-37353946> (consulté le 15/06/2023).
- BBC, 20 juillet 2017, «Počemu Putinu ne pokažut zakonoproekt o rossijskoj nacii» [Pourquoi le projet de loi sur la nation russe ne sera pas présenté à Poutine], URL : <https://www.bbc.com/russian/features-40660518> (consulté le 15/06/2023).
- BLACKBURN Matthew, 2021, “Mainstream Russian Nationalism and the ‘State-Civilization’ Identity : Perspectives from Below” in *Nationalities Papers*, vol. 49, n° 1, p. 89-107.
- BLAKKISRUDE Helge, 2023, “*Russkii* as the New *Rossiiskii*? Nation-Building in Russia After 1991” in *Nationalities Papers*, vol. 51, n° 1, p. 64-79.
- BOWRING Bill, 2018, “Minority Language Rights in the Russian Federation: The End of a Long Tradition?” in HOGAN-BRUN Gabrielle & O’ROURKE Bernadette (dir), *The Palgrave Handbook of Minority Languages and Communities*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, p. 73-99.
- BREMMER Ian, 1993, “Reasserting Soviet Nationalities Theory” in BREMMER Ian & TARAS Ray (eds.), *Nations, Politics in the Soviet Successor States*, Cambridge University Press, Cambridge, p. 3-28.
- BRESLAUER George W. & DALE Catherine, 1997, “Boris Yel’tsin and the Invention of a Russian Nation-State” in *Post-Soviet Affairs*, vol. 13, n° 4, p. 303-332.
- BREUILLY John, 1993 [1982], *Nationalism and the State*, 2<sup>de</sup> éd., Manchester University Press, Manchester.
- BROMLEJ Ūlian, 1983, *Očerki teorii ètnosa* [Essais sur la théorie de l’ethnie], Nauka, Moscou.
- BRUBAKER Rogers, 1996, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge University Press, New York.
- CALHOUN Craig, 1993, “Nationalism and Ethnicity” in *Annual Review of Sociology*, vol. 19, p. 211-239.
- CHEBANKOVA Elena, 2012, “Contemporary Russian Multiculturalism” in *Post-Soviet Affairs*, vol. 28, n° 3, p. 319-345.
- CONNOR Walker, 1972, “Nation-Building or Nation-Destroying?” in *World Politics*, vol. 24, n° 3, p. 319-355.

- CONNOR Walker, 1991, "From Tribe to Nation?" in *History of European Ideas*, vol. 13, n° 1-2, p. 5-18.
- DAUCÉ Françoise, 2013, *Une paradoxale oppression : le pouvoir et les associations en Russie*, CNRS Éditions, Paris.
- DROBIŽEVA Leokadiâ, 2013, «Rossijskaâ identičnost': faktory integracii i problemy razvitiâ» [L'identité russe : facteurs d'intégration et problèmes de consolidation] in *Sociologičeskaâ nauka i social'naâ praktika*, n° 1, p. 74-84.
- DROBIŽEVA Leokadiâ, 2017a, «Graždanskaâ identičnost' kak uslovie oslableniâ ètničeskogo negativizma» [L'identité civique comme condition d'affaiblissement du négativisme ethnique] in *Mir Rossii*, vol. 26, n° 1, p. 7-31.
- DROBIŽEVA Leokadiâ, 2017b, «Mežnacional'nye (mežètničeskije) otnošeníâ v Rossii v zerkale monitoringovyh oprosov FADN i regional'nyh issledovanij» [Les relations interethniques en Russie au miroir des sondages d'opinion de l'Agence fédérale aux Nationalités et des enquêtes régionales] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 56, p. 107-127.
- DROBIŽEVA Leokadiâ & RYŽOVA Svetlana, 2021, «Obšerosijskaâ identičnost' v sociologičeskom izmerenii» [L'identité russe dans sa dimension sociologique] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 77-78, p. 39-52.
- FADN, 3 mai 2021, «Strategii i gosudarstvennye (celevye) programmy» [Stratégies et programmes publics], URL : <https://fadn.gov.ru/documents/osnovopolagayushhie-dokumenty/programs> (consulté le 15/06/2023).
- FEDÂKIN Aleksej, 2024, «Vremâ "vozvrašat' i ukreplât'" (V.V. Putin): o perspektivah reintegracii rossijskikh istoričeskikh territorij i imperativah renovacii Rossijskoj Federacii» [Le temps « du retour et du renforcement » (V.V. Poutine) : sur les perspectives de réintégration des territoires historiques de Russie et les impératifs de rénovation de la Fédération de Russie] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 96, p. 101-119.
- FEDIUNIN Jules Sergei, 2022a, « Classer les populations de Russie au prisme du nationalisme : bataille sémantique autour d'un amendement constitutionnel » in *La Revue russe*, n° 59, p. 95-105.
- FEDIUNIN Jules Sergei, 2022b, « Des usages politiques de l'extrémisme en Russie » in *Cités*, n° 92, p. 165-179.
- FEDIUNIN Jules Sergei, 2023, "Russian Nationalism" in GILL Graeme (ed.), *Routledge Handbook of Russian Politics and Society*, 2<sup>nd</sup> ed., Routledge, London, p. 437-448.

*Forbes*, 7 mars 2017, «Zakon o rossijskoj nacii rešili pereimenovat' iz-za "negotovnosti obšestva"» [La loi sur la nation russe sera rebaptisée en raison de « la réticence sociale »], URL : <https://www.forbes.ru/news/340419-zakon-o-rossiyskoy-nacii-reshili-pereimenovat-iz-za-negotovnosti-obshchestva> (consulté le 15/06/2023).

GARIFULLIN Il'nar, 2016, «Tataram vnov' predlagaût stat' čast' ù russkogo mira» [On impose de nouveau aux Tatars de faire partie du « monde russe »], URL : <https://www.idelreal.org/a/28137366.html> (consulté le 15/06/2023).

*Gazeta*, 17 novembre 2016, «Govoruhin nazval slovo "rossiânin" otvratitel'nym» [Govoroukhine traite le mot « Russe » d'odieux], URL : [https://m.gazeta.ru/culture/news/2016/11/17/n\\_9343991.shtml](https://m.gazeta.ru/culture/news/2016/11/17/n_9343991.shtml) (consulté le 15/06/2023).

GEL'MAN Vladimir, 2015, *Authoritarian Russia: Analyzing Post-Soviet Regime Changes*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh.

GOODE Paul, 2019, "Russia's Ministry of Ambivalence: The Failure of Civic Nation-Building in Post-Soviet Russia" in *Post-Soviet Affairs*, vol. 35, n° 2, p. 140-160.

GOUJON Alexandra, 2006, « Anthropologie et gestion des nationalités en Russie » in *Raisons politiques*, n° 2 (22), p. 73-94.

GRANIN Ūrij, 2017, «Ot samosoznaniâ k identičnosti. Proekt "Rossijskaâ naciâ" dolžen byt' zaveršen» [De la conscience de soi à l'identité. Le « projet russe » devrait être achevé], URL : [https://www.ng.ru/ideas/2017-03-29/11\\_6960\\_nacia.html](https://www.ng.ru/ideas/2017-03-29/11_6960_nacia.html) (consulté le 15/06/2023).

HOROWITZ Donald L., 2002, "The Primordialists" in CONVERSI Daniele (dir.), *Ethnonationalism in the Contemporary World: Walker Connor and the Study of Nationalism*, Routledge, London, p. 72-82.

KENNEDY Michael & SUNY Ronald G., 1999, "Introduction" in KENNEDY Michael & SUNY Ronald G. (dir.), *Intellectuals and the Articulation of Nation*, University of Michigan Press, Ann Arbor, p. 1-51.

KOLSTØ Pål, 2016, "The Ethnification of Russian Nationalism" in KOLSTØ Pål & BLAKKISRUUD Helge (dir.), *The New Russian Nationalism: Imperialism, Ethnicity and Authoritarianism, 2000-15*, Edinburgh University Press, Edinburgh, p. 18-45.

*Kommersant*, 5 décembre 2016, «Zakonu o nacii proveli nulevoe čtenie: respublikii somnevaûtsâ v ego neobhodimosti» [La proposition de loi sur la nation a été débattue : les républiques remettent en question son utilité], URL : <https://www.kommersant.ru/doc/3161932> (consulté le 15/06/2023).

- KREMLIN, 1996, «Ukaz Prezidenta Rossijskoj Federacii ot 15.06.1996 g. n° 909 Ob utverždenii Konceptii gosudarstvennoj nacional’noj politiki Rossijskoj Federacii» [Décret du Président de la Fédération de Russie du 15.06.1996 n° 909 Sur l’approbation du Concept de politique des nationalités de la Fédération de Russie], URL : <http://www.kremlin.ru/acts/bank/9571> (consulté le 15/06/2023).
- KREMLIN, 2016, «Zasedanie Soveta po mežnacional’nym otnošeníam» [Réunion du Conseil pour les relations interethniques], URL : <http://kremlin.ru/events/president/news/53173> (consulté le 15/06/2023).
- KREMLIN, 2018, «Podpisan Ukaz o vnesenii izmenenij v Strategiju gosudarstvennoj nacional’noj politiki na period do 2025 goda» [Signature d’un décret présidentiel modifiant la Stratégie de la politique des nationalités à l’horizon 2025], URL : <http://kremlin.ru/acts/news/59348> (consulté le 15/06/2023).
- KREMLIN, 2022, «Zasedanie prezidiuma Soveta po mežnacional’nym otnošeníam» [Réunion de la présidence du Conseil pour les relations interethniques], URL : <http://www.kremlin.ru/events/councils/by-council/28/67902> (consulté le 15/06/2023).
- KRYLOV Konstantin, 2010, «Naciâ kak sub”ekt konflikta» [La nation comme sujet de conflit] in *Voprosy nacionalizma*, n° 3, p. 7-23.
- LAINÉ Veera, 2017, “Contemporary Russian Nationalisms: The State, Nationalist Movements, and the Shared Space in Between” in *Nationalities Papers*, vol. 45, n° 2, p. 222-237.
- LAINÉ Veera & ZAMYATIN Konstantin, 2021, “Russia’s Nationalities Policy Before and After the 2020 Constitutional Amendments: Is the ‘Ethnic Turn’ Continuing?” , Finnish Institute of International Relations, Working Paper n° 125.
- LARUELLE Marlene, 2022, “Putin’s War and the Dangers of Russian Disintegration. The Unraveling of a Fragile Multiethnic State Could Lead to More Violence”, URL : <https://www.foreignaffairs.com/russian-federation/putins-war-and-dangers-russian-disintegration> (consulté le 15/06/2023).
- MALAŠENKO Aleksej, 2018, «Vozmožen li osobyj rossijskij islam» [Un islam de Russie est-il possible ?], URL : [http://www.ng.ru/ng\\_religii/2018-12-18/13\\_456\\_islam.html](http://www.ng.ru/ng_religii/2018-12-18/13_456_islam.html) (consulté le 15/06/2023).

- MALINOVA Olga, 2020, “‘Nation’ and ‘Civilization’” as Templates for Russian Identity Construction. A Historical Overview” in MjØR Kåre Johan & TUROMA Sanna (eds.), *Russia as Civilization: Ideological Discourses in Politics, Media and Academia*, Routledge, London, p. 27-46.
- MAL'KOVA Vera, 2016, «Est' russkaâ pravda v Krymskoj istorii» [La vérité russe dans l'histoire de la Crimée] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 46, p. 76-107.
- MANOJLO Andrej, 2014, «Cvetnye revolúcii kak ugroza rossijskoj nacii» [Les révolutions de couleur, une menace pour la nation russe] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 35, p. 176-190.
- MIHAJLOV Vâčeslav & MIHAJLOVA Natal'â, 2009, «K diskussii o probleme rossijskoj identičnosti» [Pour une discussion sur l'identité russe] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 7, p. 47-57.
- MIHAJLOV Vâčeslav, 2016, «Čtoby lûdi pošli na podvig, nado im dat' ideû» [Pour que les gens accomplissent un exploit, il faut leur donner une idée], URL : <https://www.kommersant.ru/doc/3155793> (consulté le 15/06/2023).
- MILLER Aleksej, 2012, «Istoriâ ponâtiâ “naciâ” v Rossii» [L'histoire du concept de nation en Russie] in *Otečestvennye zapiski*, n° 46, URL : <https://strana-oz.ru/2012/1/istoriya-ponyatiya-naciya-v-rossii> (consulté le 15/06/2023).
- MILLER Alexei, 2023, *Comprendre la notion de nation en Russie. Histoire et enjeux contemporains*, trad. du russe TRONTIN C., L'Harmattan, Paris.
- Muslim*, 27 avril 2017, «Privetstvie muftiâ, šejha Ravilâ Gajnutdina» [Discours du mufti Ravil Gainoutdine], URL : <https://www.muslim.ru/articles/279/18297/> (consulté le 15/06/2023).
- Newsland*, 18 juillet 2013, «Akademik RAN V. Tiškov: Russkogo naroda ne sušestvuet» [L'académicien V. Tichkov : Le peuple russe n'existe pas], URL : <https://newsland.com/user/4297786667/content/akademik-ran-vtishkov-russkogo-naroda-ne-sushchestvuet/4502597> (consulté le 15/06/2023).
- NIKONOV Vâčeslav, 2007, «Vsemirnoe i nacional'noe» [L'universel et le national] in *Strategiâ Rossii*, n° 12, p. 21-22.
- PAIN Èmil', 2016, «Počemu v Rossii net nacii, a est' tol'ko naselenie?» [Pourquoi n'y a-t-il pas de nation en Russie, mais seulement une population ?], URL : <https://republic.ru/posts/76418> (consulté le 15/06/2023).

- PAIN Èmil', 2022, *Ètničnost', naciâ i politika: kritičeskie očerki po ètnopolitologii* [Ethnicité, nation et politique : essais critiques en ethnopolitique], Novoe literaturnoe obozrenie, Moscou.
- Patriarhiâ*, 8 septembre 2014, « Svâtejšij Patriarh Kirill : Russkij mir – osobaâ civilizaciâ, kotoruû neobhodimo sbereč' » [Le patriarche Kirill : Le monde russe est une civilisation distincte que nous devons préserver], URL : <http://www.patriarchia.ru/db/text/3730705.html> (consulté le 15/06/2023).
- PUŠKIN Aleksandr, [1836], Lettre à P. Tchaadaev du 18 octobre 1836, URL : [https://rvb.ru/pushkin/01text/10letters/1831\\_37/03edit/1989\\_740.htm](https://rvb.ru/pushkin/01text/10letters/1831_37/03edit/1989_740.htm) (consulté le 15/06/2023).
- RADVANYI Jean, 2013, « Le fédéralisme russe : des mutations inachevées » in DUBIEN Arnaud (dir.), *Russie 2013. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Éditions du Cherche Midi, Paris, p. 211-220.
- REMIZOV Mihail, 2011, « Pât' pričïn byt' russkimi » [Cinq raisons d'être russes], URL : <https://www.pravmir.ru/pyat-prichin-byt-russkimi/> (consulté le 15/06/2023).
- RIA Novosti*, 27 décembre 2010, « Ideâ rossijskoj nacji "absolûtno produktivna", zaâvil Medvedev » [L'idée de nation russe est « parfaitement productive », selon Medvedev], URL : <https://ria.ru/20101227/314089198.html> (consulté le 15/06/2023).
- ROUSSELET Kathy, 2017, « L'Église orthodoxe russe et la question des frontières. Sainte Russie, monde russe et territoire canonique » in *Les Études du CERI*, n° 228-229, p. 49-53.
- ROUSSELET Kathy, 2022, *La Sainte Russie contre l'Occident*, Salvator, Paris.
- RUTLAND Peter, 2010, "The Presence of Absence: Ethnicity Policy in Russia" in NEWTON Julie & TOMPSON William (dir.), *Institutions, Ideas and Leadership in Russian Politics*, Palgrave Macmillan, New York, p. 116-136.
- SAKHNO Sergueï, 2006, « "Peuple", "nation" et "ethnos" dans le discours russe » in *Strates*, n° 12, URL : <https://journals.openedition.org/strates/1802> (consulté le 15/06/2023).
- ŠELIN Sergej, 2016, « Gosudarstvo naznačit sebe naciû » [L'État veut désigner sa propre nation], URL : <http://www.rosbalt.ru/blogs/2016/11/03/1564590.html> (consulté le 15/06/2023).
- SERGEEV Sergej, 2010, *Prišestvie nacji ?* [L'avènement de la nation ?], Skimen, Moscou.

- SÉRIOT Patrick, 2006, « La pensée ethnociste en URSS et en Russie post-soviétique » in *Strates*, n° 12, URL : <https://journals.openedition.org/strates/2222> (consulté le 15/06/2023).
- SEVAST'ĀNOV Aleksandr, 2017, «“Rossijskaâ naciâ”: reklama i sut'» [« La nation russe », façade et réalité] in *Voprosy nacionalizma*, n° 29, p. 31-61.
- ŠIPKOV Aleksandr, 2017, «O rusko-rossijskom voprose» [« À propos de la question russe-russienne », URL : <http://sinfo-mp.ru/aleksandr-shhipkov-o-rusko-rossijskom-voprose.html> (consulté le 15/06/2023).
- SITNIKOV Aleksej, 2023, «Nacional'naâ identičnost': praktiki i predely konstruirovaniâ» [L'identité nationale : pratiques et limites de construction] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 89, p. 89-105.
- SOKOLOVSKIJ Sergej, 2014, «Zerkala i otraženiâ, ili eše raz o situacii v rossijskoj antropologii» [Miroirs et reflets. À propos de la situation dans l'anthropologie russe] in *Antropologičeskij forum*, n° 20, p. 143-188.
- STEPAN Alfred, LINZ Juan & YADAV Yogendra, 2010, *Crafting State-Nations: India and Other Multinational Democracies*, Johns Hopkins University Press, Baltimore.
- SULTYGOV Abdul-Hakim & TIŠKOV Valeryj, 2008, «Rossijskaâ naciâ: prošloe, nastoâšee, budušee» [La nation russe : son passé, son présent et son avenir] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 1, p. 11-14.
- SULTYGOV Abdul-Hakim, 2014a, «Destrukcii rossijskoj nacii i socialističeskoe naciastroitel'stvo» [Destruction de la nation russe et construction nationale à l'époque soviétique] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 37, p. 8-73.
- SULTYGOV Abdul-Hakim, 2014b, «K voprosu o genezise sovet'skogo naroda i rekonstrukcii rossijskoj nacii» [Pour une discussion sur la genèse du peuple soviétique et la reconstruction de la nation russe] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 38, p. 47-109.
- SULTYGOV Abdul-Hakim, 2016, «Novejšaâ istoriâ gosudarstvo- i naciastroitel'stva v pervom Poslanii vserossijskogo Prezidenta» [L'histoire récente de la construction étatique et nationale dans la première Adresse au Parlement du président Poutine] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 49, p. 16-81.
- SUSLOV Mikhail, 2014, “Holy Rus’: The Geopolitical Imagination in the Contemporary Russian Orthodox Church” in *Russian Politics and Law*, vol. 52, n° 3, p. 67-86.



- TASS, 3 février 2016, « Putin ob”âvil patriotizm nacional’noj ideej» [Selon Poutine, le patriotisme comme l’idée nationale de la Russie], URL : <https://tass.ru/politika/2636647> (consulté le 15/06/2023).
- TISHKOV Valery, 2013, « L’unité dans la diversité : la Russie comme État-nation » in *Revue internationale et stratégique*, n° 92, p. 87-96.
- TILLY Charles (dir.), 1975, *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton University Press, Princeton.
- TISHKOV Valery, 1995, “What is Russia? Prospects for Nation-Building” in *Security Dialogue*, vol. 26, n° 1, p. 41-54.
- TISHKOV Valery, 1997, *Ethnicity, Nationalism and Conflict in and after the Soviet Union: The Mind Aflame*, Sage, London.
- TISHKOV Valery, 2000, “Forget the ‘Nation’: Post-Nationalist Understanding of Nationalism” in *Ethnic and Racial Studies*, vol. 23, n° 4, p. 625-650.
- TISHKOV Valery, 2004, *Chechnya: Life in a War-Torn Society*, University of California Press, Berkeley.
- TISHKOV Valery, 2008, “The Russian People and National Identity” in *Russia in Global Affairs*, n° 3, URL : [http://eng.globalaffairs.ru/number/n\\_11287](http://eng.globalaffairs.ru/number/n_11287) (consulté le 15/06/2023).
- TISHKOV Valery, 2013, “What Are Modern Nations Like?” in *Russia in Global Affairs*, n° 4, URL : <http://eng.globalaffairs.ru/number/What-Are-Modern-Nations-Like-16286> (consulté le 15/06/2023).
- TiŠKOV Valeryj, 2001, « Interv’û s professorom Valeryem TiŠkovym » [Entretien avec le professeur Valery Tichkov] in *Žurnal sociologii i social’noj antropologii*, vol. IV, n° 4, p. 5-36.
- TiŠKOV Valeryj, 2003, *Rekvjem po ètnosu: issledovaniâ po social’no-kul’turnoj antropologii* [Requiem pour l’ethnie : recherches en anthropologie sociale et culturelle], Nauka, Moscou.
- TiŠKOV Valeryj, 2006a, « Rossijskaâ naciâ kak sostoâvšijsâ proekt » [La nation russe en tant que projet établi], URL : [http://valerytishkov.ru/cntnt/na\\_sluzhbe/v\\_obshestv2/rossijskay.html](http://valerytishkov.ru/cntnt/na_sluzhbe/v_obshestv2/rossijskay.html) (consulté le 15/06/2023).
- TiŠKOV Valeryj, 2006b, « Teper’ my znaem, što oznaçaût slova lider nacji » [Nous savons maintenant ce que signifie l’expression « dirigeant de la nation »], URL : <https://www.mk.ru/editions/daily/article/2006/11/06/175640-Valeryy-tishkov-teper-myi-znaem-chto-oznachayut-slova-lider-natsii.html> (consulté le 15/06/2023).



- TIŠKOV Valeryj, 2007a, «Čto est' Rossiâ i rossijskij narod» [Que sont la Russie et le peuple russe ?] in *Pro et Contra*, vol. 11, n° 3, p. 21-41.
- TIŠKOV Valeryj, 2007b, «Rossijskaâ naciâ i ee kritiki» [La nation russe et ses détracteurs] in TIŠKOV Valeryj & ŠNIREL'MAN Viktor (dir.), *Nacionalizm v mirovoj istorii* [Le nationalisme dans l'histoire mondiale], Nauka, Moscou, p. 558-601.
- TIŠKOV Valeryj, 2007c, «Russkij mir: smysl i strategii» [« Le monde russe : la signification du concept et les stratégies de la Russie »] in *Strategiâ Rossii*, n° 7, p. 5-15.
- TIŠKOV Valeryj, 2008, «Naciâ i nacional'naâ identičnost' v Rossii» [La nation et l'identité nationale en Russie] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 1, p. 120-128.
- TIŠKOV Valeryj, 2009, «I russkij, i rossijskij» [Et russe, et russe] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 4, p. 85-97.
- TIŠKOV Valeryj, 2012, «Nacionalizm i vybornye kampanii» [Nationalisme et campagnes électorales] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 22-23, p. 72-90.
- TIŠKOV Valeryj, 2013, *Rossijskij narod. Istoriâ i smysl nacional'nogo samosoznaniâ* [Le peuple russe. L'histoire et le sens de la conscience nationale], Nauka, Moscou.
- TIŠKOV Valeryj, 2016, «Uložnâšee raznoobrazie: kak ego ponimat' i uporâdočit'» [Comprendre et systématiser la diversité dans sa complexité croissante], in TIŠKOV Valeryj & FILIPPOVA Elena (dir.), *Kul'turnaâ složnost' sovremennyh nacij* [La complexité culturelle des nations modernes] in *Političeskaâ ênciklopediâ*, Moscou, p. 7-18.
- TIŠKOV Valeryj, 2018a, «Âzykovoï resurs» [De la ressource linguistique], URL : <https://iz.ru/775951/Valeryi-tishkov/iazykovoï-resurs> (consulté le 15/06/2023).
- TIŠKOV Valeryj, 2018b, «Kak nam postroit' obšestvo ravnih, raznyh, solidarnyh nacij i narodnostej: formula dlâ Rossii» [Comment construire une société égale et solidaire composée de nations et de nationalités différentes : une formule pour la Russie], URL : [http://www.ng.ru/stsenarii/2018-02-27/9\\_7180\\_formula.html](http://www.ng.ru/stsenarii/2018-02-27/9_7180_formula.html) (consulté le 15.06.2023).
- TIŠKOV Valeryj, 2018c, «Konceptual'naâ dinamika êtnopolitiki v Rossii (ot Gorbačeva do Putina)» [La dynamique conceptuelle de la politique ethnique en Russie, de Gorbatchev à Poutine] in *Vestnik rossijskoj nacii*, n° 64, p. 9-30.
- TIŠKOV Valeryj, 2019, «Bez nauki politika budet nišej» [Sans la science, la politique serait appauvrie], URL : <http://www.uran.ru/node/5519> (consulté le 15.06.2023).
- TIŠKOV Valeryj, 2020, «Velikaâ Pobeda i sovetskij narod: antropologičeskij analiz» [La Grande Victoire et le peuple soviétique : analyse anthropologique] in *Voprosy filosofii*, n° 8, p. 5-19.

TiŠKOV Valeryj, 2021, «Voobražaemoe – ne značit vydumannoe. Interv’û s V.A. Tiškovym» [Imaginé ne veut pas dire imaginaire. Entretien avec V.A. Tichkov] in GOLOVNEV Andrej & GUČINOVA Èl’za-Bair (dir.), *Antropologîa i ètnologîa: sovremennyy vzglâd* [L’anthropologie et l’ethnologie, un regard contemporain], Politicheskaâ ènciklopediâ, Moscou, p. 26-43.

TiŠKOV Valeryj, 2023, *Naciâ nacij: o podbodob k ponimaniû Rossii* [La nation des nations, des repères pour comprendre la Russie], IÈA RAN, Moscou.

VERBINA Mariâ, 2017, «Zaçem i v č’ih interesah zakon “O rossijskoj nacii”?» [Pourquoi et dans quel intérêt adopter une loi « sur la nation russe » ?], URL : [http://ruskline.ru/analitika/2017/03/09/zachem\\_i\\_v\\_chih\\_interesah\\_zakon\\_o\\_rossijskoj\\_nacii/](http://ruskline.ru/analitika/2017/03/09/zachem_i_v_chih_interesah_zakon_o_rossijskoj_nacii/) (consulté le 15/06/2023).

VERDERY Katherine, 1993, “Whither ‘Nation’ and ‘Nationalism’?” in *Daedalus*, vol. 122, n° 3, p. 37-46.

ZAMYATIN Konstantin, 2016, “Russian Political Regime Change and Strategies of Diversity Management: From a Multinational Federation Towards a Nation-state” in *Journal on Ethnopolitics and Minority Issues in Europe*, vol. 15, n° 1, p. 19-49.

ZORIN Vladimir, 2022, «Člen Obšestvennoj palaty RF Vladimir Zorin: “Samoe važnoe segodnâ – bitva za molodež”» [Vladimir Zorine, membre de la Chambre publique de Russie : Le plus important aujourd’hui c’est de gagner la bataille pour les esprits de la jeunesse], URL : <https://argumenti.ru/society/2022/11/797656> (consulté le 15/06/2023).

**Résumé :** L’article interroge le concept de nation civique, appelée nation russe (*rossijskaâ naciâ*), et ses ressorts intellectuels dans la Russie postsoviétique. Après une étude des carrières croisées des principaux théoriciens et promoteurs de ce concept, l’article analyse les façons dont l’expertise en sciences sociales a été délibérément mise au service d’une cause politique : la construction nationale. Sont enfin démontrées l’absence de consensus autour de ce projet et l’hésitation du régime de Poutine à l’imposer.

**Mots-clés :** Russie contemporaine, nation civique, nationalisme russe, constructivisme, construction nationale, groupe ethnique, sociologie politique.

*Building the Nation Through Social Science:  
The Rossiiskii Project and Its Protagonists*

**Summary:** *This article examines the idea of the civic nation, known as rossiiskii project, and its intellectual roots in post-Soviet Russia. After exploring the intertwined careers of its leading theorists and promoters, the article analyzes the ways in which social science expertise has been deliberately placed at the service of a political cause, i.e., Russian nation-building. Finally, the article shows the lack of consensus around this project, as well as the reluctance of the Putin regime to impose it.*

**Keywords:** *contemporary Russia, civic nation, nationalism, rossiiskii, constructivism, nation-building, ethnic group, political sociology.*